

Trois p. cent d'augmentation pour les députés fédéraux

Ceux-ci gagneront \$80 000; les ministres et le chef de l'opposition, \$126 000; le premier ministre, \$153 400

ROBERT RUSSO
de la Presse Canadienne
OTTAWA

Le salaire de base des députés fédéraux augmentera de trois p. cent à environ \$80 000 en 1989 — presque le double de ce qu'ils gagnaient en 1980.

Au début de la décennie, les députés touchaient \$44 200. Ils ont reçu une augmentation de 1,8 p. cent en 1988 qui a porté leur paie annuelle à \$77 700.

Les sénateurs, qui ne sont pas élus et peuvent demeurer à leur poste jusqu'à l'âge de 75 ans, encaisseront \$2 000 de plus et leur salaire annuel sera alors d'environ \$70 000.

Les sénateurs bénéficient du même salaire de base que les députés mais leurs allocations de dépenses sont inférieures.

La hausse des traitements n'a pas en-

core été établie officiellement, mais d'après la Loi du Sénat et des Communes, les augmentations sont fixées en soustrayant un point de pourcentage de l'indicateur économique le plus bas.

En ce qui concerne les augmentations de cette année, le dernier indice des prix à la consommation montrait que le taux d'inflation atteignait quatre p. cent. Les parlementaires ont donc obtenu une hausse de trois p. cent, a fait remarquer Hervé Coullombe, porte-parole du département du personnel du bureau du Conseil privé.

Le salaire du premier ministre Brian Mulroney grimpe de \$4 500 à \$153 400. Les émoluments de l'ancien premier ministre Pierre Trudeau ne s'élevaient qu'à \$88 100 en 1980.

La plupart des députés reçoivent des appointements de \$60 100, en hausse par rapport aux \$58 300 auxquels ils

avaient droit jusqu'ici, plus une allocation de dépenses exempte d'impôt de \$20 000. Mais une poignée de députés représentant de grandes circonscriptions éloignées se verront attribuer des allocations de dépenses plus importantes. Par exemple, ceux qui sont élus dans les Territoires du Nord-Ouest peuvent réclamer jusqu'à \$27 400 de frais de déplacement.

Ceux qui détiennent des postes particuliers gagneront plus encore. M. Mulroney est en haut de l'échelle, suivi du leader libéral John Turner et du président des Communes John Fraser, dont le traitement atteindra \$126 000 — une augmentation de \$3 700.

MM. Mulroney, Turner et Fraser n'ont pas à s'inquiéter au sujet d'un appartement à Ottawa. L'État leur fournit des résidences officielles.

Quant au leader du NPD Ed Broad-

ben, son salaire annuel passera de \$102 900 à \$106 000, ce qui représente une hausse de \$3 100. Mais M. Broadben ne peut pas compter sur une résidence officielle. Cependant, comme tous les membres du cabinet, il a droit à l'utilisation d'une voiture avec chauffeur.

Les ministres toucheront les mêmes émoluments que MM. Turner et Fraser — environ \$126 000.

En plus de leur paie de base, les leaders de partis et les membres du cabinet recevront des allocations de dépenses leur permettant d'embaucher du personnel supplémentaire.

M. Herb Gray bénéficie d'une allocation particulière de \$22 400 en tant que leader de l'opposition officielle en Chambre. M. Nelson Riis, leader néo-démocrate aux Communes, touchera une somme de \$9 600 à cause du poste qu'il occupe.

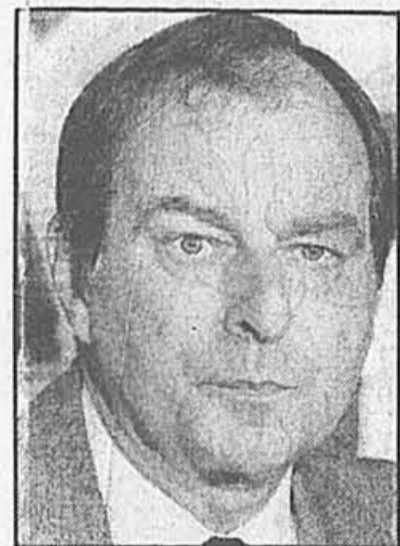
Ces augmentations sont automatiques mais des changements peuvent intervenir. En effet, un comité de la Chambre des communes se réunira au début de 1989 pour étudier les hausses de traitements et recommander, s'il y a lieu, une augmentation plus forte, a précisé M. Coullombe.

Les députés ont eux-mêmes coupé leurs salaires durant la récession.

L'ancien gouvernement libéral, à qui l'on doit la loi de 1981 liant automatiquement les traitements des députés au taux d'inflation, ont voté en faveur d'une baisse de cinq p. cent de leurs propres salaires en 1982.

Les augmentations de 1983 et 1984 ont été limitées à six et cinq p. cent, respectivement.

On ne connaîtra probablement pas de réduction de salaire cette année, a ajouté M. Coullombe.



Gilles Rocheleau

Rocheleau était absent...

du bureau de La Presse
OTTAWA

Durant la campagne électorale, le candidat libéral dans Hull-Aylmer, Gilles Rocheleau, a déclaré qu'il en aurait long à dire sur le libre-échange s'il était élu à la Chambre des communes. Jusqu'au député et ministre dans le cabinet libéral provincial, M. Rocheleau disait notamment que Robert Bourassa s'était laissé trop facilement convaincre par Brian Mulroney des vertus du libre-échange.

Le candidat Rocheleau promettait de critiquer le traité commercial et se proposait d'en montrer les failles. Une fois à Ottawa, on attendait donc une belle sortie de M. Rocheleau contre le libre-échange. En vain.

Les Communes ont débattu le projet toute la semaine dernière et l'important vote final s'est pris aux petites heures du matin, samedi dernier. À 1 h 48 exactement, le vote a été tenu: 141 voix étaient en faveur et 111 contre. Gilles Rocheleau n'étaient pas parmi les opposants, il était absent.

On rapporte que le député fédéral de Hull-Aylmer est en vacances en Floride.

Des affiches bilingues au Labrador

Presse Canadienne
SAINT-JEAN (T.-N.)

Le gouvernement de Terre-Neuve a annoncé l'adoption de l'affichage bilingue dans les comptoirs qu'il administre au Labrador.

Il ne s'agit pas toutefois du bilinguisme français et anglais, auquel bon nombre de Canadiens sont habitués.

Non, à Davis Inlet, les affiches seront dorénavant en anglais et en innu; à Nain, Hopedale et Makkovik, elles seront en anglais et en inuk. Les Innu sont les Indiens habitant le sud du Labrador, alors que les Inuit se trouvent dans le nord.

Ces quatre municipalités sont situées dans le comté de Torngat Mountains et si leurs habitants ont droit à l'affichage bilingue, c'est grâce aux démarches de leur député provincial, le ministre des Affaires du Labrador, M. Garfield Warren.

Plusieurs Indiens ne parlent pas et ne lisent pas l'anglais et il arrivait souvent qu'ils achetaient des produits autres que ceux désirés.

Le gouvernement terreneuvien a alloué \$35 000 pour les travaux de traduction et l'impression de nouvelles affiches bilingues.

Le sort de 70 000 aspirants réfugiés doit être connu aujourd'hui

ROLLANDE PARENT
de la Presse Canadienne

Des événements comme le jeûne dans un sous-sol d'église et la marche de Turcs vers Ottawa en guise de résistance passive à l'expulsion imminente risquent peu de se reproduire en 1989.

L'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier, d'une nouvelle loi sur l'immigration, permettant dans de courts délais l'octroi ou le refus du statut de réfugié, est promise de jours plus calmes.

Pour en être tout à fait certain, il faudra cependant attendre la décision que doit annoncer Ottawa aujourd'hui en ce qui a trait au sort réservé aux 70 000 aspirants réfugiés qui vivent au Canada (près de la moitié au Québec) depuis un, deux, trois ans et dans certains cas davantage.

Au début de décembre, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, Barbara McDougall, a dit qu'elle étudiait deux façons, excluant l'amnistie générale, de disposer rapidement de ces cas qui ont provoqué le ralentissement de la machine administrative.

Elle songe à mettre en place un système d'évaluation exclusivement réservé à l'étude des cas en attente depuis longtemps ou encore à octroyer le statut d'immigrant, plutôt que celui de réfugié, aux candidats qui répondent à l'un des critères suivants: avoir de la famille au Canada, avoir fait preuve de facilité d'intégration ou pour des raisons humanitaires.

Cette dernière solution a été appliquée en 1986 aux 28 000 requérants en attente. Il en est résulté l'acceptation de 23,770 personnes et l'expulsion de 540 autres.

On estime donc que l'examen des 70 000 cas en attente pourrait se traduire par 1 500 expulsions environ, d'où la faible possibilité d'une action concertée de résistance de la part des exclus.

Épisode turc

Les Turcs qui ont jeûné dans le sous-sol d'une église montréalaise avant de marcher vers Ottawa étaient arrivés à Montréal au cours du mois de novembre 1986 et provenaient pour la plupart des mêmes villages.

Ces 1 600 Turcs avaient été bernés par des agents de voyage leur faisant croire que le Canada cherchait beaucoup de main d'oeuvre.

Arrivés ici, informés qu'il n'en était rien, quelque 400 Turcs ont vivement rebroussé chemin. Les autres ont demandé le statut de réfugié.

Ils savaient qu'ils pourraient vivre ici quelques années avant qu'une décision ne soit prise.

Si les longs délais ont constitué un avantage pour certains, ils ont été cauchemardesques pour ceux qui attendaient de connaître leur sort pour faire venir ici femmes et enfants.

Quand les premiers avis d'expulsion ont commencé à leur parvenir, ils jugèrent qu'ils n'avaient plus rien à perdre et réclameront un traitement humanitaire.

Des négociations entre le ministre fédéral de l'Immigration de l'époque, Benoît Bouchard et son homologue québécois, Louise Robic, se déroulèrent.

Il y eut cafouillage. Les Turcs crurent un moment qu'ils étaient autorisés à demeurer ici. Les avis d'expulsion qui leur parvinrent ensuite leur firent réaliser qu'il n'en était rien.



Les Turcs qui ont jeûné dans le sous-sol d'une église montréalaise avant de marcher vers Ottawa (photo), en avril, étaient arrivés à Montréal au cours du mois de novembre 1986. L'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier, d'une nouvelle loi sur l'immigration, permettra d'éviter les interminables délais dont ces gens sont victimes dans l'octroi ou le refus du statut de réfugié.

Ne possédant que des pouvoirs limités en matière d'immigration, la ministre Robic s'engagea à aider les Turcs à revenir au Québec s'ils retournaient d'abord en Turquie pour faire une demande d'immigration en bonne et due forme.

Dans cette affaire, le président du Parti québécois, Jacques Parizeau, jugea que les Turcs avaient été les victimes d'une loi mal faite, d'une administration qui s'était traînée les pieds.

Peu après «l'affaire des Turcs», le ministre Bouchard fut nommé aux Transports et Barbara McDougall le remplaça dans ses fonctions.

Même si le projet de loi sur l'immigration a subi ensuite quelques modifications, en raison des pressions du Sénat, la question de l'immigration a fait rarement les manchettes depuis l'arrivée de Mme McDougall aux commandes.

A venir

Au cours de l'année qui vient, outre l'ajustement à la nouvelle loi sur l'immigration, il pourrait bien être question d'une réforme du système de sélection des immigrants qui font leur demande à l'étranger.

On apprenait en septembre dernier que les objectifs de recrutement de travailleurs immigrants selon leur profession étaient atteints au Canada bien plus «par chance que grâce à une gestion efficace».

Cette information était contenue dans un rapport confidentiel obtenu par le Globe and Mail de Toronto.

L'auteur du document, Meyer Burstein, directeur de la recherche et des analyses pour le ministre fédéral de l'Immigration, attribuait les problèmes au système de sélection trop compliqué et trop long et au manque de coordination entre Ottawa et ses ambassades et consulats canadiens à l'étranger.

M. Burstein suggérait la mise sur pied d'un nouveau système de sélection.

Les sondages

Un sondage Gallup, datant de juillet dernier, révèle que c'est au Québec que l'on retrouve le plus grand nombre de personnes favorables à l'amnistie générale des revendicateurs du statut de réfugié.

Alors que moins du tiers (31 p. cent) des Canadiens se disent en faveur d'une telle mesure, cette proportion s'établit à 42 p. cent au Québec.

On remarque aussi que ce sont les Canadiens dont la langue d'origine est autre que le français et que l'anglais qui sont les moins susceptibles de préconiser des restrictions à l'immigration.

Pendant que 46 p. cent des anglophones et 37 p. cent des francophones se disent en faveur d'une décroissance des niveaux

actuels d'immigration, ce pourcentage est de 22 p. cent chez les autres, selon un sondage Gallup rendu public en mars dernier.

Même si les Québécois semblent le plus favorables à l'amnistie générale des revendicateurs du statut de réfugié, une partie seulement des immigrants qui s'installent au Québec choisissent d'y demeurer.

Le démographe Marc Termote de l'Institut national de la recherche scientifique et Mme Danielle Gauvreau de l'Université du Québec à Chicoutimi ont calculé qu'entre 1961 et 1986, 17 000 immigrants en moyenne sont partis, pour un gain net annuel de 7 000.

Les raisons de cette désertion sont mal connues. On sait toutefois que les francophones quittent moins que les anglophones.

Aussi suggèrent-ils d'accueillir en priorité plus d'immigrants francophones ou facilement intégrables, comme les hispanophones. Pour ce faire, le Québec pourrait accorder plus d'importance à la connaissance du français dans ses critères de sélection.

En 1986, le Conseil de la langue française avait suggéré de doubler le nombre de points alloués à la connaissance du français.

Il appartient à la ministre Louise Robic d'apporter une telle modification, si elle le veut.

Vers une société sans argent comptant

Maintenant que Noël est passé, beaucoup de Canadiens vont avoir à affronter la triste réalité d'un amoncellement de factures. Jadis, le consommateur payait ses achats presque exclusivement comptant; mais dans la société d'aujourd'hui, les cartes de crédit et les autres formes de paiement «sans argent» sont devenues, pour ainsi dire, monnaie courante.

L'Institut Gallup a demandé récemment à un échantillon représentatif de Canadiens s'ils pensaient que nous nous dirigeons vers une société sans argent comptant, où les transactions financières seraient presque exclusivement effectuées par ordinateur. Soixante-deux p. cent des répondants pensent que la chose se produira de leur vivant, tandis que le tiers (33 p. cent) ne croient pas que ce soit le cas. En 1985, cette proportion avait été de 56 p. cent et 37 p. cent respectivement.

L'analyse des données selon les régions fait ressortir des distinctions intéressantes: si 58 p. cent seulement des résidents de l'Ontario et des Prairies entvoient l'avènement d'une société sans argent comptant de leur vivant, cette proportion atteint 72 p. cent au Québec. Il est surprenant de constater que l'Ontario se trouve au bas de l'échelle dans ce domaine, si l'on considère que cette province est de loin la plus avancée en ce qui a trait à l'utilisation des ordinateurs.

On a demandé par ailleurs aux Canadiens s'ils pensaient que notre société bénéficierait plus du traitement des transactions financières par ordinateur que de l'utilisation d'argent comptant. Seul un répondant sur quatre (25 p. cent) pense qu'une société sans argent comptant profitera au pays; 51 p. cent sont de l'avis contraire, et 15 p. cent affirment que la situation ne s'en trouvera pas modifiée.

On peut néanmoins conclure de ces données que les Canadiens se laissent lentement gagner à l'idée que la société se trouvera mieux sans argent comptant, puisqu'à la même question posée en 1985, cette opinion n'avait été partagée que par 19 p. cent des répondants.

Mme Aquino nomme Diaz ambassadeur au Canada

Associated Press
MANILLE

Le président des Philippines, Mme Corazon Aquino, a annoncé, hier, qu'elle avait décidé de nommer ambassadeur au Canada l'ancien directeur de l'agence gouvernementale chargée de récupérer les milliards détournés par le président déchu Ferdinand Marcos.

M. Ramon Diaz, ex-directeur de la Commission présidentielle pour un bon gouvernement, assumera ses fonctions après confirmation par la Commission des nominations, a déclaré aux journalistes Mme Aquino.

En juillet, Mme Aquino avait ordonné à M. Diaz, un ancien directeur de compagnie d'assurances, de prendre des vacances après qu'il n'eut pas réussi à régler un différend avec le solliciteur général Francisco Chayez.

Éditorial

Paul Desmarais
président du conseil
d'administration

Roger D. Landry
président et éditeur

Claude Masson
éditeur adjoint

Marcel Desjardins
directeur de l'information

Aïan Dubuc
éditorialiste en chef

Arménie: de choc en choc

Plus de trois semaines se sont écoulées depuis le terrible tremblement de terre qui a secoué l'Arménie et semé la désolation chez la population. Trois semaines qui n'ont pas suffi pour dresser l'inventaire complet des dégâts, des pertes en vies humaines, des blessés. Trois semaines qui n'ont surtout pas été suffisantes pour évaluer toutes les conséquences politiques du sinistre, non seulement en république d'Arménie mais dans l'ensemble de l'URSS et même au sommet de la hiérarchie.



Les correspondants qui se sont rendus sur les lieux du drame se servent des mêmes mots pour faire la synthèse de leurs impressions et pour offrir une vue globale de ce qu'ils ont vu et éprouvé. L'un dit: «Rien ne montre mieux l'état réel d'un pays qu'une catastrophe naturelle.» Un autre écrit: «Les catastrophes sont d'impitoyables épreuves de vérité. Au-delà des morts, des peines et des larmes, ce sont des plaques sensibles, des révélateurs extraordinaires de l'état d'une société.» Ce que le choc sismique du 7 décembre a révélé, c'est le meilleur et le pire de la société soviétique.

A cet égard, les contrastes sont tellement violents qu'ils découragent l'analyse. Car si les Soviétiques ont rampé et rampent encore dans la poussière des villes détruites d'Arménie, ils n'en poursuivent pas moins la conquête de l'espace, comme le prouve a

l'évidence l'exploit de deux cosmonautes russes qui ont passé 365 jours en orbite. Les Américains n'ont pas tenu plus de 84 jours.

Lénine disait qu'il faut laisser le ciel aux moineaux et s'occuper de la terre. La leçon n'a pas été trop bien retenue par les Soviétiques eux-mêmes, si les témoignages des sauveteurs étrangers sont exacts. Avec plus ou moins de précautions diplomatiques selon leur origine, témoins et sauveteurs étrangers ont exprimé leur ahurissement devant l'état de désorganisation, d'improvisation des secours et devant l'ineptie ou l'indolence des autorités.

Sur un territoire comme l'Arménie, sujet aux convulsions, les constructions domiciliaires n'offraient pas les garanties suffisantes. Depuis le tremblement de terre qui détruisit Tokyo en 1923, on sait, pourtant, comment il faut construire les immeubles dans les villes. A cet égard, l'Union soviétique serait-elle «un pays du Tiers-monde», comme on a pu l'écrire?

Il n'y aurait pas moins de 80 000 soldats soviétiques sur le sol de l'Arménie. Pour quoi faire? On les a dits plus occupés à diriger la circulation qu'à secourir les victimes. Beaucoup d'équipes étrangères parties en mission de secours sont rentrées dans leur pays déçues de n'avoir pu faire mieux et plus, faute de moyens. L'équipement manquait; la collaboration des autorités sur place était inexistante ou insuffisante.

On a commencé par dire qu'il fallait envoyer du linge; beaucoup d'envois ne parviendront jamais à destination. On a dit ensuite qu'il fallait surtout des appareils de dialyse. Il y en a tellement

maintenant qu'on ne sait qu'en faire. Pagaille et gabegie sont les deux marques d'une bureaucratie omniprésente, abusive et inefficace. Des articles destinés aux sinistrés se sont retrouvés sur la personne des fonctionnaires.

Exagérés ou non, ces faits n'auraient jamais été connus, n'eût été de l'ampleur de l'aide internationale. Une cinquantaine de pays ont manifesté le souhait de secourir les victimes; des avions en provenance de 23 pays différents se sont posés à Erevan, avec sauveteurs et médecins.

Qu'on se rappelle dans qu'il cocon les Soviétiques avaient voulu laisser Tchernobyl (accident à la centrale nucléaire) il y a quelques années. Aujourd'hui, les portes s'ouvrent, le secret est levé, les images circulent, la photo de Mère Teresa est à la une des publications les plus officielles, pendant que les autorités soviétiques sont les premières à juger sévèrement leur propre comportement.

La secousse sans grande conséquence qui a affecté notre territoire le 25 novembre dernier permet peut-être aux nôtres d'imaginer l'étendue du malheur d'autrui. A l'appel au secours les Canadiens ont répondu généreusement. Mais le gouvernement d'Ottawa a été accusé d'indolence dans les circonstances. A quoi il est répondu que les Soviétiques n'avaient pas demandé de secouristes au Canada. Il se trouve que nous n'en avons pas pour les séismes... L'impréparation est peut-être la chose la mieux partagée au monde.

Guy CORMIER

Abris fiscaux fous

Encore une fois, les statistiques fiscales dévoilées par le gouvernement fédéral font dresser les cheveux sur la tête. Six mille personnes qui gagnent plus de 50 000\$ n'ont pas payé un sou d'impôt. Cinquante d'entre elles disposaient d'un revenu d'un quart de million ou plus.



Ces chiffres portent sur 1986, l'année où le ministre des Finances Michael Wilson a instauré un système d'impôt minimum pour justement éviter de tels abus. Mais à la lumière de ces statistiques et des soubresauts qui ont agité le petit monde des abris fiscaux en ce dernier mois de l'année, on peut se demander si la fameuse réforme fiscale du ministre a porté ses fruits et assurera un minimum de justice et d'efficacité.

On se souvient que la réforme proposait un grand nettoyage du régime fiscal. On ne le sent pas vraiment à voir les abris fiscaux d'une utilité douteuse qui se sont encore multipliés en 1988. Bien sûr, la mode change: cette fois-ci, l'agriculture et la culture sont à l'honneur. Les contribuables qui veulent économiser investissent dans l'élevage et le cinéma.

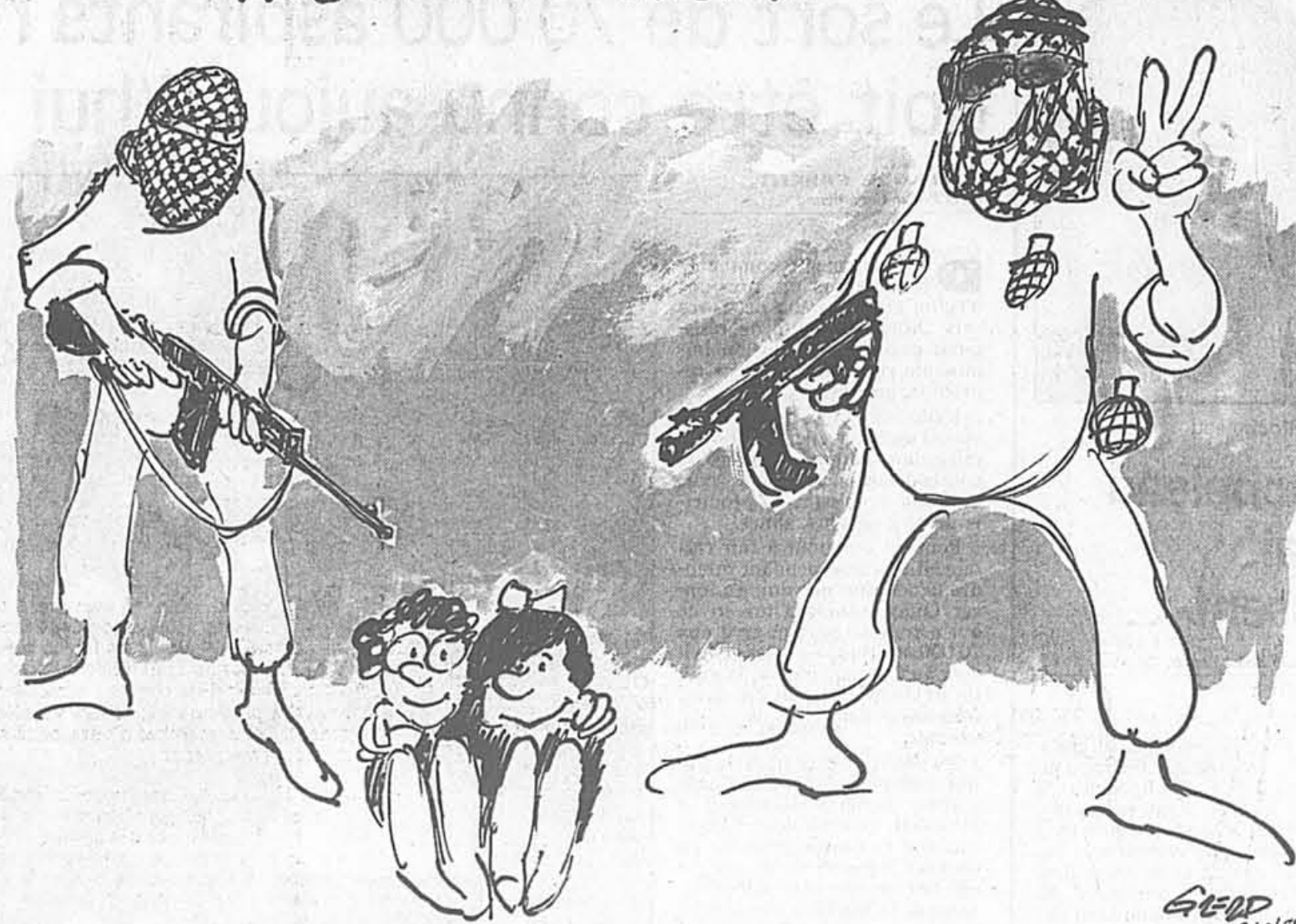
Dans les deux cas, on peut parler d'inéquité et d'inefficacité. Tout d'abord, ces abris profiteront à un petit nombre d'investisseurs branchés et fortunés, contrairement au REA qui s'adressait à un grand nombre de personnes.

Mais surtout, il y a là-dedans un incroyable gaspillage. Un abri fiscal, c'est une subvention sans contrôle. L'État se prive de revenus mais ne vérifie pas vraiment qui en profite. Grâce à un certain laxisme et à la créativité des fiscalistes on se retrouve ainsi à favoriser certains secteurs plutôt que d'autres. Pourquoi le porc? Pourquoi aider financièrement *Surprise sur prise* ou *Lance et Compte III* plutôt que l'Institut Armand Frappier?

Qui paie? Les autres contribuables, ceux qui ne profitent pas des abris mais doivent compenser le manque à gagner d'Ottawa et de Québec. Qu'est ce que ça donne? Des fonds publics qui engraisent davantage des promoteurs que des animaux de boucherie; une multiplication de films ou d'émissions de télé médiocres qui n'auraient jamais vu le jour si l'argent n'avait pas été si facile à trouver.

Alain DUBUC

MARIE-LAURE ET VIRGINIE



NOUS NE SOULIGNERONS JAMAIS ASSEZ LA BRAVOURE DES VAILLANTS GUERRIERS DU VALEUREUX ABOU N'DAL, LE GRAND CHEF DU FATAH REVOLUTIONNAIRE, POUR AVOIR SI COURAGEUSEMENT AFFRONTÉ LES SOURIRES DES FILLETES PENDANT PLUS D'UN AN.

DRÔTES RÉSERVES

La boîte aux lettres

La question de l'affichage

Le jugement de la Cour suprême et la réaction du gouvernement Bourassa concernant l'affichage commercial ont suscité un flot de lettres probablement sans précédent depuis le référendum. Nous en avons publié plusieurs vendredi dernier en page voisine. En voici d'autres aujourd'hui.

L'énervement général actuel est stérile, futile. Des juges d'Ottawa se mêlent d'affaires commerciales. Et après? Derrière le décor, les affiches et les pancartes, se joue un drame éfarant. Une tragédie. Le titre de la pièce: «Doit-on continuer d'instruire nos enfants en français face à l'avenir?».

C'est le noeud de la tragédie pour plus de la moitié des Québécois: tous ceux qui vivent à Montréal et ses banlieues. La question décorative en devient une stupide diversion, tout juste bonne à faire s'animer les vendeurs en radio-télé-journaux. Une seule grave réalité: la majorité des nouveaux venus au Québec (vague après vague de 1760 à 1988) sont américains, ils joignent l'américan way of life de la minorité anglaise d'ici et, ce faisant, font grossir cette dernière, tant et si bien qu'ils tiennent en otage n'importe quel gouvernement québécois (balance des votes) empêchant ainsi l'épanouissement normal du français. Vérité tue, sujet tabou, tant la frayeur de passer pour xénophobes et racistes hante les francophones. Les immigrants sont, objectivement, des adversaires culturels. C'est cela, exactement, une tragédie nationale. Les juges d'Ottawa auraient pu autoriser l'affichage exclusivement français, le

drame resterait entier derrière ce décor faussement rassurant.

Les seuls, les vrais racistes québécois sont les immigrants alliés à la minorité anglaise du Québec. Qu'y pouvons-nous? Ils sont venus en Amérique, pas au Québec. Ils en rêvaient. Il faut donc tout faire (et des lois) pour faire cesser le génocide en douceur. Il est déjà très tard, hélas!

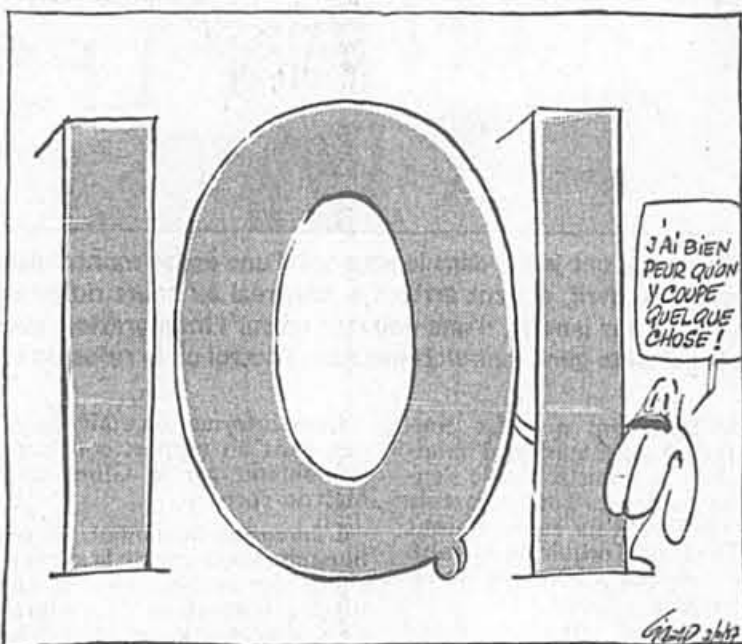
Claude JASMIN
écrivain

Au moment même où quelque vingt mille personnes étaient réunies au Centre Paul-Sauvage pour réclamer le maintien intégral et le renforcement de la Loi 101, seule protection contre l'anglicisation montante du Québec, le chef du seul gouvernement francophone en Amérique du Nord faisait part de sa position ni chair ni poisson au sujet de la langue de l'affichage commercial.

Par une autre de ces entourloupes dans l'art desquelles notre Premier ministre est passé maître, celui-ci offre au peuple du Québec un visage français de façade, purement et simplement. Voilà une preuve de plus, s'il en était besoin, du manque d'envergure et de l'absence de vision de ce gouvernement, dont le seul objectif consiste à se maintenir au pouvoir le plus longtemps possible, en évitant à tout prix de «faire des vagues».

Sous les couleurs de la modération, l'établissement d'une distinction entre l'extérieur et l'intérieur des commerces constitue un recul, et un pas de plus dans la direction du bilinguisme intégral, lequel, dans le contexte qui est le nôtre, ouvre les vannes de l'assimilation massive des allophones à la langue et à la culture anglo-saxonnes prédominantes sur ce continent. (...)

Pierre HAMEL
Montréal



Nous croyons que la Cour suprême a commis une grave erreur en imputant aux corporations des droits et des libertés en tant qu'individus. En effet, le statut légal dont bénéficient les corporations canadiennes et québécoises leur permet de fonctionner sans que les particuliers qui en sont propriétaires assument la responsabilité ultime de leurs actions: on peut penser au cas des faillites des corporations, où les biens personnels des propriétaires sont à l'abri de saisie.

Étant donné qu'il n'est plus possible de préserver le statu quo, il est dommage que M. Bourassa ait ignoré une solution à la fois innovatrice et juste, comme de ne permettre l'affichage bilingue que chez les entreprises non incorporées. La distinction entre les statuts incorporés et non incorporés est très pertinente, car les propriétaires d'entreprises non incorporées assument la responsabilité entière, en tant

qu'individus, de leurs actions. Dans de tels cas, la deuxième langue d'affichage devrait obligatoirement être la langue maternelle du propriétaire, ce qui permettrait d'éviter que les propriétaires non anglophones affichent en anglais.

À notre avis, cette mesure protégerait les droits de l'individu tout en sauvegardant les droits collectifs d'une société à prédominance française.

Clifford HASTINGS
Damaris ROSE
Montréal

Il est temps que le Québec redevienne civilisé et permette aux anglophones qui ont aussi bâti ce pays, de s'exprimer dans leur langue. La protection du français n'a rien à voir avec une position extrémiste qui conduit les peuples à s'entre-déchirer.

Marie BLANCHARD
Montréal-Nord

Saint-Laurent: non à la tutelle

J'ai lu avec ahurissement l'éditorial de Claude Masson, dans *La Presse* du 15 décembre, dans lequel il demande qu'on impose la tutelle à Saint-Laurent. (...)

Bien sûr que les échanges entre les deux formations politiques lors d'assemblées publiques sont dures et viriles, mais monsieur Masson devrait savoir que la démocratie est impossible sans opposition et une opposition suppose affrontement et contestation.

J'ai été député pendant quatre ans à l'Assemblée nationale et je dois dire que ce qui se passe à l'hôtel de ville n'est rien à comparer à ce qui se passait à l'Assemblée nationale. J'inviterais monsieur Masson à retourner faire un tour à l'Assemblée nationale, peut-être reviendrait-il avec la couenne un peu plus dure.

Oui, nous de l'Alliance municipale, qui formons la majorité avec six conseillers indépendants, avons changé des choses à Saint-Laurent. Monsieur Laurin et sa formation régnaient à Saint-Laurent sans aucune opposition depuis près de trente ans. C'était l'époque de la dictature tranquille. Cadeaux aux amis du pouvoir (voir les articles d'André Noël, journaliste à *La Presse*, contrats sans soumission, hôtel de ville fermé, aucune consultation de la population, aucune politique d'habitation).

Nous, de la nouvelle majorité, avons d'abord ouvert l'hôtel de ville à toute la population: fini les assemblées en catimini. Nous avons établi une politique d'habitation et avons maintenu les réserves sur les terrains du Nouveau Saint-Laurent pour permettre à nos enfants de se loger à Saint-Laurent. Tous les contrats sont maintenant donnés après sou-

missions publiques. Nous avons établi un plan de revitalisation du Centre de Saint-Laurent. Nous avons créé des commissions permanentes. Nous avons accueilli en 1988, la première année de notre administration, des investissements de près de 200 millions de dollars, soit des investissements nettement supérieurs à ceux de la meilleure année de l'administration Laurin. Nous avons négocié le protocole d'entente pour l'implantation du parc de haute technologie.

Nous avons réduit le fardeau des taxes. La taxe d'eau a été diminuée de 50 p. cent à Saint-Laurent lorsque nous avons assumé la direction des affaires, ce qui a favorisé les plus petits de notre ville. Pour l'année qui vient, soit 1989, nous allons diminuer le taux des taxes de 15 p. cent, comme nous l'avions promis: une diminution sans précédent, témoignant d'une administration saine et éclairée. Les citoyens de Saint-Laurent vont profiter, pour la première fois, d'une véritable diminution de taxes et nous en sommes fiers. Saint-Laurent, en 1989, va avoir un des taux de taxes les plus bas de la CUM.

Si monsieur Masson avait été objectif, c'est ce qu'il aurait parlé, car c'est ça la vérité. Il a préféré parler de situation bordélique, climat malsain, mensonges, hypocrisie, pour faire choc et demander une tutelle. La situation qui règne à Saint-Laurent, monsieur Masson, c'est une situation d'affrontement entre le pouvoir et l'opposition: situation absolument saine et normale en démocratie. Parler de tutelle alors que Saint-Laurent vit pour la première fois depuis 30 ans la démocratie et a peut-être la meilleure administration qu'elle n'a jamais eue, c'est, je dirais, assez farfelu et plutôt gros.

Germain LEDUC
Chef de l'Alliance Municipale

Une bonne loi, mais une bureaucratie bien lente

Textes de **MARTHA GAGNON**

Depuis 1985, des pays, dont le Canada et plus récemment les États-Unis, possèdent un traité international qui détermine les procédures en vue d'assurer le retour d'un enfant enlevé à sa résidence.

Le but de cette entente est, évidemment, de favoriser la collaboration entre les pays. Il s'agit d'un outil précieux. Dès l'instant où un pays ratifie l'entente, il reconnaît que la loi d'un État étranger concernant la garde d'un enfant a préséance sur la sienne. Il lui faut donc respecter les ordonnances émises par les tribunaux étrangers.

Par exemple, si un enfant est enlevé en France et amené ici, le Canada devra tout faire pour le retourner à sa mère si elle en a la garde légale. Les choses ne sont toutefois pas aussi simples que cela.

D'après Me Craig Berger, la bureaucratie qui existe dans plusieurs pays est un obstacle majeur. « Dans les dossiers d'enlèvements, il ne faut pas perdre de temps. Plus on attend et plus les chances de retrouver l'enfant diminuent ». La France, dit-il, n'a pas de leçon à donner au Canada dans ce domaine. Les procédures sont longues et l'enlèvement d'un enfant par un parent n'est toujours pas considéré comme un acte criminel.

Dans la convention de La Haye, il est mentionné que les pays signatari-



RAPT D'ENFANTS

res doivent recourir à des procédures d'urgence pour retrouver l'enfant disparu. Chaque État désigne une autorité centrale chargée d'appliquer le traité.

Au Québec, la personne responsable est Me Jean de Montigny, du ministère de la Justice. « Il est vrai, reconnaît-il, qu'on éprouve des difficultés à appliquer le traité. Les dispositions sont là, mais on ne parvient pas toujours à joindre les autorités concernées. »

Lorsqu'il est saisi d'une demande visant à retrouver un enfant, l'État peut engager des négociations avec le parent fautif, demander la collaboration de la police et exercer différentes pressions pouvant aller jusqu'à l'arrestation.

On ne demande jamais d'extradi-

tion dans les cas d'enlèvements internationaux. De plus, un tel procédé est plus ou moins acceptable depuis l'entrée en vigueur de la charte des droits et libertés.

Lorsqu'un enfant se trouve dans un pays où il n'existe aucun traité international, les problèmes augmentent du double et même du triple. On l'a vu récemment dans l'affaire du Gabon. Il faut alors compter sur la collaboration des ambassades.

Pas facile de retrouver son enfant même au Canada

Des parents québécois affirment qu'il est ardu de retrouver son enfant même au Canada. Depuis quelques années, ils réclament que les procédures judiciaires et administratives des différentes provinces soient unifiées.

« Actuellement, explique M. Jean de Montigny, du ministère de la Justice, les droits de garde accordés à un parent au Québec peuvent être révisés dans d'autres provinces. Et l'inverse est aussi vrai. On risque de se retrouver dans des situations aberrantes où deux tribunaux ont rendu deux jugements de garde différents. Les parents se lancent alors dans des débats juridiques à n'en plus finir. Certains passent leur temps d'une cour à l'autre. »

Il arrive qu'un directeur de la protection de la jeunesse soit saisi du cas d'un enfant enlevé. Il doit prendre les mesures d'urgence qui s'imposent et entamer des négociations pour la remise volontaire du jeune.

Quoi faire avant, pendant et après?

■ Dès qu'un enlèvement se produit, le parent doit constituer un dossier de recherche. Il note les dates, les personnes rencontrées et les détails importants. Il conserve des copies de toutes les lettres.

■ Il contacte la police locale qui prendra le rapport de disparition. Il doit fournir une photo récente de l'enfant et une description détaillée.

■ Il informe la GRC, la Sûreté du Québec, l'Immigration et son avocat.

■ Il est essentiel qu'il ait la garde de l'enfant même s'il n'est pas marié. Sans cela, il ne pourra pas faire grand chose. Il peut réclamer la garde même si l'enfant a été enlevé. Des procédures d'urgence sont parfois utilisées auprès d'un juge en chambre.

■ S'il veut obtenir un mandat d'arrêt contre le kidnappeur, il doit absolument avoir la garde légale ou la garde interimaire.

■ Si l'on a des raisons de croire que l'enfant est aux États-Unis, on demande que son nom soit inscrit sur le NCIC (National Crime Information Center).

■ Contacter Enfant Retour au (514)-747-4000 ou 1-800-Enfants. Le service est accessible 24 heures par jour, sept jours par semaine.



Gerald LeBlanc

Minoritaire par excellence

« Je suis né aux États-Unis, près de Chicago, et j'habite la région de Montréal depuis une quinzaine d'années. Je m'appelle « bigame » (ça s'écrit Bigham), mais j'ai une seule femme, Denise, que j'aime beaucoup. C'est pas pour ça que je vous appelle, mais plutôt parce que je suis pasteur de la seule paroisse orthodoxe française en Amérique du Nord. Comme c'est, en 1988, l'année du millénaire de l'entrée des Slaves dans le christianisme, ce serait une bonne occasion de parler de nous. »

Il y en avait des choses dans ce début de conversation téléphonique du mois de juin. Il m'a fallu plusieurs autres appels et deux rencontres pour arriver à comprendre l'incroyable histoire de Stéphane Bigham, plutôt du Père Stéphane car on nomme le prêtre de son prénom dans l'église orthodoxe.

Samedi, c'était double fête à la paroisse Saint-Benoît-de-Nursie, qui loge humblement dans un demi sous-sol, au 9377 boulevard Pie IX. Sous le regard bienveillant des icônes, qui couvrent les murs de la petite église, on accueillait Alain Vallée, un nouveau membre de la paroisse qui compte maintenant douze adultes et cinq enfants.

« On est un tout petit groupe avec une grande mission: enraciner l'orthodoxie dans la culture locale du Québec », affirme le père Stéphane.

Reprenons du début le singulier cheminement de cet homme de 43 ans. Il est né dans l'Illinois, plus précisément à Joliet (du nom du grand explorateur), à une centaine de kilomètres de Chicago, dans un ancien territoire français où l'on retrouve des noms comme « Prairie du Chien » et « Rivière des Plaines ». C'est dans cette région que le célèbre père Chiniy est allé terminer, comme pasteur protestant, sa croisière en faveur de la tempérance.

Le hasard a voulu que le français langue seconde soit à l'honneur au High School fréquenté par le petit Stéphane. Il tombe alors amoureux de la langue de Molière et passe trois étés au Vermont pour perfectionner son français.



Le Père Stéphane reçoit Alain Vallée dans sa paroisse, en présence de sa femme, Denise, qu'on aperçoit sous les icônes. PHOTO LUC SIMON PERREAU, La Presse

Après ses études universitaires, Stéphane décide d'aller vivre dans un pays français. Il aboutit chez nous, en 1974, comme enseignant à Lachute et à Laval, où il rencontre sa femme Denise, elle aussi enseignante et fille de Franco-Américains revenue au Québec à l'âge de 18 ans (une descendante des « tisserands du pouvoir », née dans le « petit Canada » à Lewiston Maine).

En 1978, Stéphane se joint à la chorale de l'église orthodoxe Saint Pierre et Paul. La conversion est totale: Stéphane retourne étudier la théologie, au séminaire Saint Vladimir de New York, et devient prêtre. Après une année à la paroisse orthodoxe anglophone, il fonde la paroisse Saint-Benoît-de-Nursie, la seule où la liturgie se célèbre en français en Amérique du Nord.

Pour comprendre ce cheminement du Père Stéphane, il faut rappeler deux ou trois choses sur l'église orthodoxe, une des trois grandes familles du christianisme, avec les Églises catholique et protestante.

En célébrant la liturgie en français à Montréal, le Père Stéphane estime renouer avec une vieille tradition orthodoxe. Alors que l'église catholique faisait du latin la langue liturgique universelle, l'église orthodoxe adoptait la langue du pays: slavon, ukrainien, grec...

Il y a dans la région de Montréal quelque 100 000 orthodoxes qui peuvent compter sur plusieurs paroisses: grecque, ukrainienne, arabe, russe... On y a toujours célébré la liturgie dans la langue du pays d'origine des immigrants arrivés chez nous depuis le début du siècle.

Depuis dix ans, deux ou trois paroisses orthodoxes de Montréal ont commencé à utiliser l'anglais dans leur liturgie, qui ressemble beaucoup à celle de l'église catholique. À part le mariage des prêtres et le refus de la papauté, les orthodoxes sont en effet restés fidèles à la même tradition que l'Église catholique.

Et voilà que le père Stéphane fonde une paroisse orthodoxe où la liturgie se célèbre en français, la seule en Amérique du Nord. « C'est important pour ceux qui, comme moi, ont adopté le français comme langue d'usage et pour les Québécois de vieille souche qui voudraient entrer en contact avec l'église orthodoxe. »

Américain chez les Canadiens-Français, orthodoxe chez les catholiques, francophone chez les orthodoxes qui ont toujours fonctionné en anglais en Amérique... Vraiment ce père Stéphane est le minoritaire par excellence, le champion du contre-courant!

Tout en terminant ses études de doctorat en art religieux à l'Université de Montréal et en veillant, avec Denise Desrochers, sur ses deux enfants (Émilie et Benoît), Stéphane fait maintenant résonner dans l'église orthodoxe montréalaise les « Seigneur prends pitié » à côté des « Kyrie Eleison », « Gospodi Pomilui », « Lord Have Mercy »...

C'est en 1988 que fut baptisé Saint Vladimir de Kiev, marquant ainsi l'entrée des Slaves du Nord (Ukrainiens, Russes...) dans le christianisme.

On fête donc en 1988 le millénaire de la grande famille dont fait partie la toute petite paroisse Saint-Benoît-de-Nursie.

« J'ai choisi, je suis enraciné ici. Fédéré ou séparé, peu m'importe. Je veux que le Québec francophone prospère et devienne une force dans la francophonie mondiale », vous dira cet homme des icônes.

« Pour retrouver son enfant kidnappé, il faut le kidnapper soi-même »

« Aussi incroyable que cela puisse paraître, les parents qui parviennent à retrouver leurs enfants, cachés dans des pays étrangers, sont ceux qui les kidnappent à leur tour. »

Cette réflexion d'un sénateur des États-Unis, Alan Dixon, a de quoi faire réfléchir. Des enfants sont victimes d'un premier, d'un deuxième et même d'un troisième enlèvement. Le parent engage des commandos ou des spécialistes de la ruse pour ravir l'enfant qui a déjà été kidnappé.

Agent d'immeubles à Dallas, Cathy Mahone a, par exemple, versé \$100 000 à une compagnie d'agents de sécurité formée d'anciens militaires pour kidnapper sa fille disparue en Jordanie avec son père. L'opération a réussi. La mère et la fille ont changé de nom et de ville pour recommencer une nouvelle vie.

Les parents déboursent de \$30 000 à \$60 000 pour le kidnapping d'un enfant aux États-Unis. Lorsque l'enfant se trouve dans un autre pays, les sommes dépassent les \$100 000. Est-il nécessaire d'aller aussi loin que cela pour revoir son enfant? L'impuissance des autorités amène parfois les parents au bord de l'exaspération et même de la folie. Mais que peut faire une mère qui, après avoir consenti à ce que son fils passe les vacances avec son père en Yougoslavie, apprend qu'il a décidé de rester là-bas?

« On ne doit jamais cesser les recherches », répond Linda Ménard, 34 ans, qui a mis plus de

cinq ans à retrouver ses enfants aujourd'hui âgés de 9 et 12 ans. Durant cette période, le père s'est déplacé d'une ville à l'autre aux États-Unis.

Un jour, elle a reçu un appel des services sociaux du Wyoming qui avait reçu une plainte de négligence. Les enfants étaient souvent laissés à eux-mêmes, le père ne s'en occupait guère. Ils sont revenus au Québec quelques semaines plus tard.

« L'adaptation n'a pas été facile », explique-t-elle. Les enfants ne connaissaient pas la discipline. Ils avaient vécu en toute liberté en Californie et ils étaient perturbés. « Mon plus jeune ne se rappelait plus de moi ». Ils ont dû suivre une thérapie familiale.

Quant au père, il est retourné en Californie et il a perdu ses droits de visite. Malgré cela, Linda Ménard a toujours des craintes. « Quand les enfants sont en retard après l'école, je m'inquiète. »

Les études montrent que l'enlèvement est rarement un geste spontané. Le parent se prépare minutieusement. Dans certains cas, il va jusqu'à fermer ses comptes en banque et liquider ses biens.

Selon Marcelle Lamarche, d'Enfant Retour, il peut généralement compter sur la collaboration de sa famille. Il profite souvent d'un droit de visite pour ne pas ramener le petit à la maison. Pour expliquer son geste, il lui racontera des mensonges: par exemple, que sa mère ne peut plus s'occuper de lui, qu'elle ne veut plus le voir ou qu'elle est malade. Quelques-uns pousseront la cruauté jusqu'à dire que l'autre parent est décédé.

La garde des enfants étant habituellement confiée à la mère, ce sont surtout les pères qui font des enlèvements. Les victimes sont la plupart du temps âgées de moins de 12 ans.

Mais il y a aussi des mères qui kidnappent leurs enfants. Un père du New-Jersey a demandé récemment à l'organisme Enfant Retour de vérifier si ses enfants, Raquel et Richard Wesler, étaient au Québec. L'homme est aux abois. La mère n'a pas accepté que le tribunal lui ait accordé la garde des enfants. C'est pourquoi elle s'est enfuie avec eux.

Selon M. Wesler, elle est dépressive et les enfants souffrent d'asthme. Ils doivent prendre des médicaments. On a d'ailleurs fait le tour de plusieurs pharmacies de Trois-Rivières parce que l'on croyait qu'ils s'étaient cachés à cet endroit. On a aussi envoyé plusieurs lettres à des maisons d'hébergement. Ces démarches n'ont donné aucun résultat jusqu'à maintenant.

Lorsqu'un parent téléphone à Enfant Retour, il se fait dire de sécher ses larmes et de serrer son mouchoir pour chercher des indices. Une mère, par exemple, a réussi à amadouer le concierge pour visiter le logement de son ex-mari. Elle a trouvé au fond de la poubelle le reçu d'un billet d'autobus. Elle s'est rendue ensuite au terminus d'autobus avec la photo du père et de ses enfants. Un employé a confirmé qu'ils étaient partis pour la Floride.

SUITE DE LA UNE

NICOLAS

Québec n'a pas bougé: le petit Nicolas a été rattrapé à New York

plus influents pour que l'on arrête le père à l'aéroport de New York. Le miracle se produit quelques instants plus tard.

Un agent du Bureau d'immigration américain informe Enfant Retour qu'il détient l'individu. Il attend qu'on lui donne de nouvelles instructions. Mme Lamarche lui conseille d'oublier le Canada et de communiquer immédiatement avec les autorités françaises.

Le père reprend sa liberté après qu'on lui ait confisqué son passeport. Il peut garder l'enfant avec lui jusqu'à l'arrivée de la mère. En attendant, il doit demeurer chez une parente au New Jersey. Quelques jours plus tard, Monique Pepin serre son fils dans ses bras.

Sans la débrouillardise de Mme Lamarche, l'enfant serait peut-être encore en fuite. « Il n'y a qu'à la garde nationale, en France, à qui je n'ai pas parlé », raconte-t-elle en badinant. Mission accomplie.

Pourquoi les autorités québécoises n'ont-elles pas réagi? « Elles ont eu peur de faire un faux pas, sans doute à cause du manque d'expérience », croit-elle. C'est souvent ce qui arrive dans des cas d'enlèvements internationaux. « Pourtant, dit-elle fièrement, le Bureau d'immigration américain a détenu le père sur ma seule parole. »

(FIN)

AVEZ-VOUS VU CES ENFANTS?

HAVE YOU SEEN

LE RESEAU
Composez sans frais
Call Toll Free

THE MISSING CHILDREN'S

Mme Marcelle Lamarche, présidente du réseau Enfant Retour, montre une des affiches d'enfants disparus qui circulent à travers le Canada et parfois même à l'extérieur du pays. PHOTO JEAN-YVES LETOURNEAU, La Presse

Les Terre-Neuviens sont portés sur la « chose »

Presse Canadienne
TORONTO

Terre-Neuve est la province canadienne la plus portée sur la « chose », selon le sondage de fin d'année du magazine Maclean's. Les Terre-Neuviens méritent cet honneur pour une cinquième année consécutive au palmarès de la libido.

Le sondage, mené par Decima Re-

search, indique que 77 p. cent des personnes de Terre-Neuve interrogées se qualifient d'actives sur le plan sexuel, tandis que la moyenne nationale est de 70 p. cent, selon un communiqué de presse.

Lorsque questionnées sur la personne qu'elles amèneraient sur une île déserte, la majorité des personnes de toutes les provinces ont indiqué que celle-ci serait du sexe opposé.

La Presse	
LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, L.T.E.E., 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de « LA PRESSE » et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. • Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400. • Port de retour garanti.	
RENSEIGNEMENTS	285-7272
ABONNEMENT	285-6911
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 à 18h.	
REDACTION	285-7070
PROMOTION	285-7100
COMPTABILITÉ	
Grandes annonces 285-6892	
Annonces classées 285-6900	
ANNONCES CLASSÉES	
Commandes ou corrections lundi au vendredi de 8h. à 17h. 285-7111	
GRANDES ANNONCES	
Détailants	285-7202
National, Télé-Presse	285-7306
Vacances, Voyages	285-7265
Carrières et professions, nominations	285-7320

Moubarak visitera Jérusalem si Israël négocie avec l'OLP

Arafat, soutenu par son exécutif, rejette le plan Shamir

d'après Reuter, AFP, AP et UPI
JÉRUSALEM

L'Égypte a exigé hier l'ouverture d'un dialogue entre Israël et l'OLP comme condition d'une éventuelle visite du président Hosni Moubarak à Jérusalem et la Centrale palestinienne a rejeté le projet du gouvernement Shamir de la contourner en proposant des négociations avec «une délégation jordan-palestinienne».

Ces développements sont intervenus au cours d'une autre journée de répression du soulèvement palestinien dans les Territoires occupés, où l'armée israélienne a abattu un étudiant de 20 ans, Omar Khalil, près de Ramallah, et blessé par balles au moins 20 manifestants en Cisjordanie et à travers la Bande de Gaza.

Dans une conférence à l'Université de Beersheva, le général Shlomo Gazit, ancien chef des Rensei-

gnements militaires du pays, déclarait qu'«Israël doit immédiatement inviter le président de l'OLP, Yasser Arafat, à Jérusalem, et ouvrir avec lui des pourparlers de paix». «Les négociations entre Israël et l'OLP ont en fait déjà commencé, par l'intermédiaire des États-Unis», a-t-il affirmé.

À Tel Aviv, lors d'un rassemblement organisé par le mouvement pacifiste juif Ad-Kan (C'est assez), deux universitaires palestiniens invitaient l'opinion israélienne à faire pression sur le gouvernement Shamir pour qu'il accepte des pourparlers directs avec l'OLP. «Il n'y a pas de voie vers la paix sans pourparlers directs entre Israël et l'OLP», a dit Khalil Mahchi, de l'Université Bir-Zeit.

Albert Aghazarian, de Bir-Zeit lui aussi, a affirmé que l'Intifada, le soulèvement palestinien dans les Territoires, n'était pas «anti-israélien» mais «anti-occupation». Il a estimé que ce soulèvement se poursuivrait tant qu'Israël refuserait de négocier avec l'OLP.

Quant à la précision égyptienne, elle est venue hier de Boutros Ghali, ministre d'État aux Affaires étrangères, qui a confirmé à la presse que le président Moubarak était disposé à se rendre en Israël, mais seulement si l'État juif acceptait «d'ouvrir un dialogue» avec l'OLP.

L'Égypte, qui a «longtemps» souligné l'importance «du dialogue et du contact entre l'OLP et Israël, poursuivra ses efforts en vue de réaliser une telle rencontre, notamment à la lumière de l'initiative de Yasser Arafat, président de l'OLP, de reconnaître Israël», a ajouté le ministre.

À Bagdad, Yasser Arafat rejetait le plan de paix que prépare le premier ministre israélien Yitzhak Shamir, après avoir reçu le soutien du Comité exécutif de l'OLP pour sa reconnaissance de l'État hébreu et son renoncement au terrorisme.

Donnant une conférence de presse, Arafat n'a pas voulu entendre parler d'élections locales dans

les Territoires. Les services de Shamir ont indiqué lundi que le premier ministre proposerait une consultation en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, dans le cadre d'un plan de paix calqué sur les Accords de Camp-David.

«Shamir doit comprendre qu'il ne peut transformer une guénon en belle mariée et qu'il ne peut embellir ni Camp David ni l'autonomie (des Palestiniens)», a déclaré Arafat. «Ces manœuvres ne servent plus à rien et personne n'est prêt à l'entendre, ni au Proche-Orient ni ailleurs», a-t-il ajouté.

L'Espagne faisait savoir enfin qu'elle-même et la France étudieraient lundi prochain la marche à suivre dans le cadre d'une mission de la CEE visant à favoriser une conférence de paix internationale sur le Proche-Orient, avec la participation d'Israël et de l'OLP. À Jérusalem, le bureau de Shamir révélait que le premier ministre britannique Margaret Thatcher avait invité son homologue israélien à Londres «des que possible».

er CHOIX

PRÉVENTION DES INCENDIES

ÉLECTROTECHNIQUE

NOUVEAU EXCLUSIF PHOTOGRAPHIE
AMATEUR ET PROFESSIONNEL

FRANÇAIS - PHILOSOPHIE

SUPERVISEUR

ARCHITECTURE

SCIENCES HUMAINES

INFORMATIQUE MICRO-INFORMATIQUE

EXCLUSIF SERVICE DE GARDE (GARDERIE)

EXCLUSIF ÉDUCATION SPÉCIALISÉE

SCIENCES PURES PRÉALABLES UNIVERSITAIRES

ARTS CÉRAMIQUE - CINÉMA

ANGLAIS - ESPAGNOL - ALLEMAND

NOUVEAU EXCLUSIF AMÉNAGEMENT D'INTÉRIEURS
(TEST OBLIGATOIRE, 9 JANVIER)

SCIENCES GRAPHIQUES (DESSIN ASSISTÉ PAR ORDINATEUR) AUTOCAD

ET PLUS...

INSCRIPTIONS

9-10-11 janvier 1989 de 13:30 à 20:00 sur rendez-vous seulement

Pour prendre un rendez-vous, téléphonez du 3 janvier au 10 janvier de 9:00 à 12:00 et de 13:30 à 16:45 au numéro 982-3442

Documentation disponible:
Répertoire de cours Hiver 1989
Prospectus année 88-89
Formulaire d'inscription au cégep du Vieux Montréal
Éducation des adultes, local 3.77 tous les jours ouvrables de 9:00 à 20:00 et au poste de sécurité

Pièces requises
Reliure de notes, extrait de naissance (photocopie), attestation de travail (éducation spécialisée et service de garde), visa d'immigrant et attestation d'équivalences

Frais administratifs
1\$ par heure de cours, maximum de 100\$ par session

Frais spéciaux: 10\$
Cotisation à l'Association étudiante: 10\$
Tous les frais sont payables lors de l'inscription, par chèque ou mandat-poste

INFORMATIONS Éducation aux adultes
(514) 982-3434 255, rue Ontario est.

Berri-UQAM, St-Laurent, Sherbrooke

Cégep du Vieux Montréal



La révolution socialiste n'a pas encore réussi à combler les étagères de cette épicerie de La Havane, qui sont toujours à moitié vides. PHOTO REUTERS

Trente ans après la Révolution, les Cubains veulent du nouveau

d'après Reuter et AFP
LA HAVANE

En l'espace de 30 ans, la révolution cubaine, qui porta au pouvoir Fidel Castro, a répondu aux besoins élémentaires de la population, mais celle-ci aspire de plus en plus à dépasser un bien-être matériel relatif.

Ce qui n'émeut guère le régime, qui a rejeté hier, le jugeant «absurde», un appel lancé par une centaine d'intellectuels et artistes du monde entier pour l'organisation d'un plébiscite sur le régime castro, à l'exemple de celui auquel s'est prêté le dictateur chilien Augusto Pinochet.

«Ce plébiscite, nous l'avons réalisé voici 30 ans et l'avons appliqué chaque jour depuis lors», a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Rolando Lopez del Amo.

La réaction illustre la distance idéologique croissante que Fidel Castro met présentement entre lui-même et la *perestroïka* du «grand-frère soviétique» Mikhaïl Gorbatchev. Le président cubain apparaît en effet isolé dans sa défense d'un socialisme «pur et dur» et réticent à tout changement.

Signe d'amélioration, par contre, des relations bilatérales avec la Chine, c'est la plus importante délégation jamais envoyée par Pékin qui assistera, cette semaine, aux cérémonies marquant le 30e anniversaire de la Révolution. Elle sera dirigée par le ministre du Commerce Hu Ping membre du comité central du PC.

Les cérémonies, qui dureront une semaine, culmineront le 1er janvier à Santiago de Cuba, où le président Castro prononcera un discours sur les réalisations d'une révolution dont il fut l'un des héros, avec Ernesto Che Guevara, incarnation des idéaux romantiques de la gauche radicale des années 1960.

Cette révolution a transformé en alliée de l'URSS, respectée dans le tiers monde, une île qu'à peine 145

km séparent de la Floride et qui fut longtemps un satellite des États-Unis. Pays de 10 millions d'habitants à l'avant-garde du Mouvement non-aligné, Cuba s'est assurée une influence appréciable dans le tiers monde en envoyant médecins, enseignants et techniciens auprès de dizaines d'États pauvres, notamment l'Angola.

Les critiques les plus obstinées du régime reconnaissent les progrès accomplis dans la mise en place d'un État-providence digne de pays plus aisés. L'espérance de vie moyenne d'un Cubain né dans les années 1950 était d'une cinquantaine d'années, contre 74 ans aujourd'hui. La mortalité infantile est tombée de 60 p. mille à moins de 15 p. mille, statistique plus favorable que celle des États-Unis. L'analphabétisme a disparu et chacun bénéficie de la sécurité sociale de sa naissance à sa mort.

Cependant, les observateurs soulignent que bien des aspirations sont demeurées insatisfaites et relèvent un désenchantement de plus en plus marqué envers la Révolution. «On voulait créer une société sans délinquance, sans privilèges, sans bureaucratie», rappelle un étranger installé depuis 26 ans. «Les gens se sont lassés d'entendre promettre que le rationnement prendrait fin. Il a persisté et le marché noir s'est mis à prospérer».

Un ambassadeur européen déclare: «Les Cubains ne meurent pas de faim, mais ils veulent un meilleur régime alimentaire. Ils sont logés, mais souhaitent l'être mieux. Ils veulent avoir accès aux biens de consommation. Bref, ils ne veulent pas changer de système mais simplement l'améliorer». Les Cubains aimeraient aussi voyager à l'étranger.

Le secrétaire général de la Conférence épiscopale catholique, Carlos Manuel de Cespedes, émet un point de vue plus maussade. «L'apparence d'ordre socio-politique monolithique ne saurait cacher tensions et frustrations. La fraude, la dissimulation, l'apathie et la malhonnêteté imprègnent divers secteurs sociaux», dit-il, en déplorant que 10 p. cent des habitants aient choisi d'émigrer depuis 1959.

CHEZ DIRECT FILM... DES RABAIS INSTANTANÉS* PLEIN VOTRE CARNET!

VOUS AVEZ REÇU, IL Y A QUELQUES JOURS, UN CARNET DIRECT FILM VOUS OFFRANT DES RABAIS EXCEPTIONNELS ET DE SUPERBES PRIX INSTANTANÉS.

DES COUPS DE CRAYONS MAGIQUES TRÈS PAYANTS CHEZ DIRECT FILM!

Vous n'avez qu'à vous présenter à un des magasins Direct Film avec votre carnet et, au moment de l'achat, grâce au crayon magique, votre vendeur fera apparaître le rabais instantané inscrit à l'encre invisible.

ÉPARGNEZ SUR:

- le développement de films
- les films avec développement compris
- les appareils photos Diramic
- les albums et les cadres
- les agrandissements et les lami-nages

VOUS POURRIEZ GAGNER UN DES 3 VOYAGES POUR DEUX VERS LA DESTINATION SOLEIL SOL-VAC DE VOTRE CHOIX!

(Une valeur minimum de 1 500 \$ chacun)

SOL-VAC TOURS



CHEZ DIRECT FILM, PAS DE «MEILLEURE CHANCE LA PROCHAINE FOIS»...



ON GAGNE À TOUT COUP! MAIS... N'OUBLIEZ PAS VOTRE CARNET!

DIRECT FILM

* Tous les détails et règlements sont disponibles dans les magasins Direct Film participants. La promotion prend fin le 26 février 1989.

DÉPÊCHES

ABOU NIDAL

L'incertitude
 ■ Le dissident extrémiste palestinien Abou Nidal a annoncé hier avoir « fait ses adieux, dans une base secrète au Liban » à Marie-Laure et Virginie Valente, détenues au Liban par son Fath-CRR depuis un an, avant qu'elles ne rentrent en France. Mais l'incertitude persistait tard hier soir sur le sort des deux petites filles et l'on spéculait en France sur les motifs de cet énigmatique retard.

PROCHE-ORIENT

Trop de missiles
 ■ Les Etats-Unis vont proposer à Israël et à l'Égypte des pourparlers sur les moyens de limiter le nombre de missiles balistiques au Proche-Orient, a déclaré hier un responsable américain au *New York Times*. Washington s'inquiète de l'augmentation de ces engins dans les arsenaux des pays de la région ainsi que celle des armes chimiques, qui pourraient mener au développement de missiles balistiques à « têtes » chimiques, avec tous les risques que cela comporte pour la région.

LA SAARC

Gandhi chez Bhutto
 ■ Le premier ministre indien Rajiv Gandhi aura une série de trois entretiens avec son nouvel homologue pakistanais, Mme Benazir Bhutto, en marge du sommet de l'Association de coopération régionale d'Asie du Sud (SAARC) qui s'ouvre demain à Islamabad. Gandhi aura aussi, à Islamabad, un entretien avec le nouveau président srilankais, Ranasinghe Premadasa, très critique au sujet de la présence de troupes indiennes au Sri Lanka pour mater la sécession tamoule.

VIETNAM

Constitution amendée
 ■ Le Vietnam a amendé le préambule de sa constitution, dont le nouveau texte reflète la volonté de Hanoi d'améliorer ses relations avec Pékin et Washington, indique le *Nhan Dan*, organe du Parti communiste vietnamien. L'amendement, adopté la semaine dernière par l'Assemblée nationale, ôte du préambule un passage entier rappelant l'invasion chinoise contre le Vietnam en 1979, et citant les noms des pays agresseurs du Vietnam comme la France, le Japon et les États-Unis.

POLOGNE

Hausse des prix
 ■ Les prix des automobiles, des carburants liquides, et les tarifs des PTT en Pologne subiront d'importantes hausses dès le 1er janvier, a annoncé hier l'agence PAP. Ainsi, une *Fiat-Polski-126* coûtera désormais 1 800 000 zlotys (\$3 600 dollars), alors que le salaire moyen du Polonais est de 50 000 zlotys par mois, soit \$100. L'essence super coûtera 190 zlotys le litre et le gasoil 130 zlotys, mais leur rationnement sera supprimé. Enfin, l'installation du téléphone passera de 50 000 à 80 000 zlotys.

BRÉSIL

Scepticisme policier
 ■ La police brésilienne a exprimé hier des doutes sur la véracité des aveux du fils d'un grand propriétaire terrien, qui affirme avoir commandité le meurtre de Francisco Mendes, militant écologiste. Darci Alves Pereira, 21 ans, s'est rendu de lui-même à la police de Rio Branco, capitale de l'État d'Acre. Il est le fils du grand propriétaire Darli Alves da Silva, que la police considère comme principal suspect, avec son frère Alvarino. Les deux frères sont en fuite.

LA CONQUÊTE DES TRÉSORS





RÉFRIGÉRATEUR
Modèle K41

- 100% sans givre
- 2 bacs à légumes
- 2 moules à glaçons
- Oeufrier

699\$



CUISINIÈRE 30"
Porte en verre fumé amovible — Four à nettoyage facile — Horloge, minuterie — 2 éléments de 6 po et 2 éléments de 8 po.



LAVEUSE À DEUX VITESSES
Modèle W 71

3 combinaisons de température d'eau de lavage / rincage
3 combinaisons de lavage

1999\$
L'ENSEMBLE

SÈCHEUSE AUTOMATIQUE
Modèle AD71

Cycle automatique tissus infroissables
3 choix de température

SERVICE ET LIVRAISON GRATUITS



PLAISIR DE LA NUIT
Magnifique mobilier de chambre à coucher, conçu pour votre confort. Ce mobilier se compose d'une commode, d'un bureau, d'une tête de lit ainsi que d'un joli miroir rond. Base de lit et tables de nuit optionnelles.

899\$
4 pièces



Pour passer des séjours agréables, voici ce mobilier de salon en «softouch» de style contemporain moderne. Choix de couleurs. Causeuse disponible.

699\$
SOFA
459\$
FAUTEUIL
579\$
CAUSEUSE

LIVRAISON GRATUITE

BRAULT & MARTINEAU

Informez-vous des avantages de posséder la carte Brault & Martineau



Où la qualité n'est pas un obstacle aux bas prix!

MONTREAL
7930 est, Sherbrooke
(métro-Beaugrand)
353-7330

LAVAL
382, boul. des
Laurentides
667-3210

VILLE LASALLE
1130,
Dollard
364-6110

ST-LÉONARD
6875, Jean-Talon est
(près des Galeries d'Anjou)
254-9455

LONGUEUIL
3245, chemin Chambly
(coin Roberval)
679-1260

DOLLARD-DES-ORMEAUX
3345, boul. des Sources
Sortie 55 Transcanadienne
Plaza Centennial
685-3572

GRAND CARAVAN S.E. 1989

EN SPÉCIAL

\$18,499.00

Transport, préparation et taxe en sus

OU

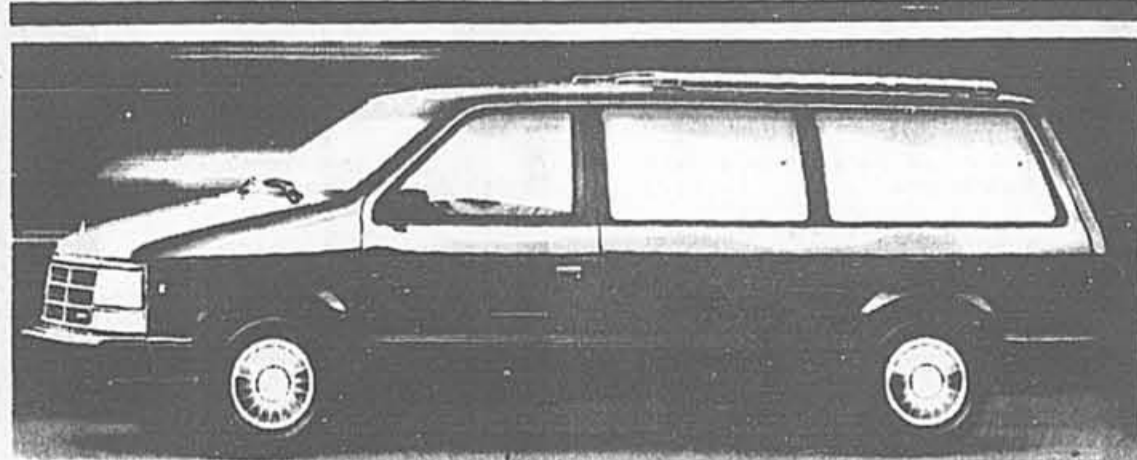
LOCATION CLÉ D'OR \$370.00
par mois
60 mois
+ taxe

avec un dépôt de seulement \$425.

SPÉCIAL 7 PASSAGERS!!!

- Moteur V-6 à injection • Transmission automatique 4 vitesses • Servo-freins • Servo-direction
- 2 sièges baquets avant inclinables • 1 banquette de 2 passagers • 1 banquette de 3 passagers • Valise électrique • Batterie sans entretien (500 amps)
- Éclairage intérieur • Vitres teintées • Vitre chauffante arrière • Chauffe moteur • Miroirs sport ajustables • Centre de message • Radio am/fm stéréo 6 haut-parleurs • Coffre à gants • Insonorisation
- Pneus radial 4 saisons • Phares halogènes • Essuie-glace arrière • Essuie-glace intermittent

Garantie 7 ans
115,000 km incluse
MODÈLE L.E. RUSSI DISPONIBLE (Photo)



BON CHOIX de COULEURS — LIVRAISON IMMÉDIATE

OOOOH OUI!!!

DESMEULES CHRYSLER à Laval

1400, BOUL. LABELLE (au sud du boul. St-Martin)

Laval 682-1700

Montreal 332-4555



Le régime de Kaboul aurait commencé à se désagréger

L'ambassade d'URSS à Londres reçoit des manifestants afghans

d'après Reuter, AFP, AP et UPI
LONDRES

Des centaines de milliers de réfugiés et d'exilés afghans ont manifesté hier au Pakistan, en Iran, en Inde et en Europe à l'occasion du 9e anniversaire de l'invasion militaire soviétique de leur pays et un rapport du secrétariat d'État américain soutient que le régime de Kaboul a commencé à se désagréger.

« Le renversement du rapport de force militaire en faveur de la Résistance est probablement irréversible, et le régime de Kaboul risque fort de ne pas survivre au retrait prévu de l'armée soviétique d'ici le 15 février », estime le secrétariat d'État dans son rapport annuel sur l'Afghanistan, publié hier.

« Le régime de Najib commence à se désagréger, les défections du parti et les discordes internes

se multiplient », dit le rapport, qui ajoute que l'armée afghane est démoralisée, mal encadrée et ne pourra pas tenir sans l'appui de Moscou.

Parallèlement, dans un communiqué émis par la Maison-Blanche à Los Angeles, le président Ronald Reagan condamne la poursuite des opérations militaires soviétiques et l'introduction de nouvelles armes en Afghanistan. L'appui américain à « la noble cause » afghane « continuera aussi longtemps que cela sera nécessaire », ajoutait Reagan.

À Londres, trois opposants afghans qui participaient à une manifestation devant l'ambassade d'URSS étaient invités pour la première fois à l'intérieur de la représentation diplomatique. La délégation a été reçue pendant 45 minutes par deux diplomates qui leur ont assuré que la promesse faite par le président Mikhaïl

Gorbatchev de retirer toutes les troupes soviétiques avant le 15 février serait tenue.

À Téhéran, où les réfugiés afghans ont manifesté en faveur d'un régime islamique dans leur pays, un responsable de la Résistance indiquait que le vice-ministre soviétique Youli Vorontsov était attendu à Téhéran pour des pourparlers de paix.

Le chef de l'Alliance des sept partis de la Résistance afghane, Burhanouddine Rabbani, se trouve en Iran, où il s'est entretenu avec les dirigeants du pays des projets des Moudjahedine et leur a communiqué les résultats de ses premiers pourparlers avec les responsables soviétiques. Rabbani et Vorontsov s'étaient déjà rencontrés début décembre à Taef, en Arabie saoudite.

Le porte-parole des Moujahidine chiites pro-iraniens annonçait de son côté que sa coalition de

huit partis et l'Alliance des sept formations sunnites basées au Pakistan tiendraient « une réunion stratégique » le 15 février, à Peshawar, pour décider du futur gouvernement afghan. Rabbani, dirigeant sunnite, a démenti « toute divergence de vues entre les deux groupes », ajoutant que « les Moujahidine sont sur le point d'aboutir à la victoire finale et à la formation d'un gouvernement ».

Concernant les contacts sovié-

tiques avec l'ex-roi Zaher Shah, il a dit : « Ce dernier appartient au passé et n'a plus de rôle à jouer en Afghanistan ».

Sur le terrain, les Moudjahidine ont repris hier les tirs de roquettes sur Kaboul, où au moins six missiles ont touché des bâtiments, faisant un mort et six blessés, dont une femme. L'un des projectiles est tombé en plein centre ville, provoquant un début de panique. Des hélicoptères de combat MI-24-D ont aussitôt survolé la ville en rase-mottes.

Dans la nuit de lundi, des explosions ont été entendues en ville, non loin du quartier général du Khad, la police secrète afghane. Les Kabouli, de plus en plus inquiets de l'avenir, écoutent chaque jour avec avidité les radios locales et étrangères, qui ont relancé les spéculations et rumeurs après l'annonce de la rencontre entre l'ambassadeur Vorontsov et l'ex-roi Zaher Shah, exilé à Rome.



Au Pakistan, comme ailleurs en Asie et en Europe, les exilés ont brûlé en effigie Najib, le président de l'Afghanistan, à l'occasion du neuvième anniversaire de l'invasion de leur pays par l'armée soviétique.

Les pays du front invitent l'ONU à la vigilance en Namibie

d'après AFP et Reuter
LUSAKA

Les dirigeants des pays africains de « la ligne de front », face à l'apartheid sud-africain, ont clos hier un sommet à Lusaka par un appel à l'ONU pour qu'elle garantisse des élections libres et régulières en Namibie par le biais de son Groupe spécial chargé d'assurer la transition.

Ils exhortaient par ailleurs les États-Unis à cesser leur aide aux rebelles angolais de l'Unita. De source proche du sommet, on indique qu'ils pourraient demander au Congrès national africain (ANC, mouvement anti-apartheid interdit en Afrique du Sud) d'évacuer ses bases militaires d'Angola.

Outre les chefs d'État des six pays membres (Angola, Zambie, Botswana, Zimbabwe, Tanzanie et Mozambique), Oliver Tambo, président de l'ANC, et Sam Nujoma, président de l'Organisation du peuple du Sud-ouest africain

(SWAPO) en lutte pour l'indépendance de la Namibie, assistaient au sommet.

À Pretoria, la radio officielle SABC rapportait que les troupes sud-africaines stationnées en Namibie seraient maintenues en état d'alerte jusqu'à ce que l'Afrique du Sud soit certaine que l'Angola et Cuba honorent le traité sur l'indépendance de la Namibie et le retrait des forces cubaines d'Angola.

L'Afrique du Sud respectera le traité tripartite signé le 22 décembre à New York à condition que les autres parties fassent de même, a déclaré le ministre-adjoint de la Défense, Wynand Breytenbach, cité par la radio.

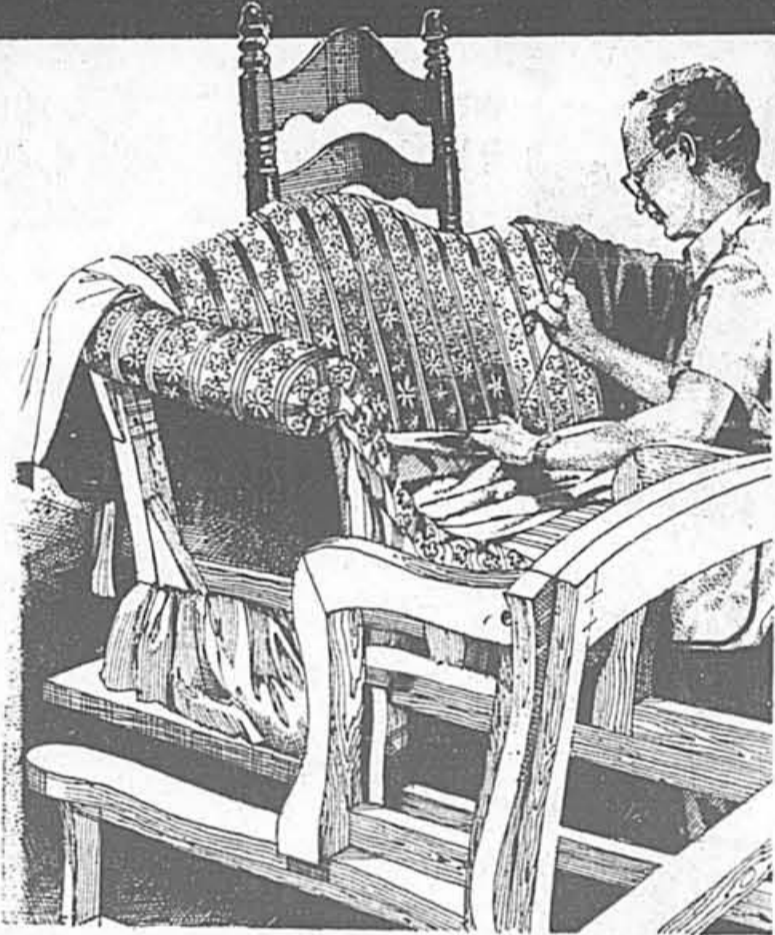
Par ailleurs, le quotidien économique *Business Day* rapportait que le président Pieter Botha, avait fait part au chef de l'UNITA, Jonas Savimbi, de la décision de l'Afrique du Sud de cesser son aide au mouvement de guérilla, lors d'un entretien privé, mardi dernier, à Prétoria.

Dans leur communiqué de Lusaka, les pays de « la ligne de front » précisent que le Groupe d'assistance de l'ONU pour la transition (GANUPT), chargé de mener à bien les opérations d'accession de la Namibie à l'indépendance à partir du 1er avril prochain, doit avoir « un rôle réel sur place pendant la période de transition conduisant à l'indépendance ».

À Gaborone, capitale du Botswana, un garçon de 14 ans a été tué et sa mère blessée par l'explosion d'une bombe à leur domicile, hier matin. Selon des proches de la victime, l'enfant et sa famille dormaient au moment de l'explosion, qui s'est produite peu après minuit.

En Afrique du Sud même, une flambée de violence politique coûtait la vie à 28 personnes au moins pendant le week-end de Noël, tandis que des inondations, incendies et crimes de droit commun faisaient des dizaines d'autres victimes.

COMME NEUF



FAITES REMBOURRER VOS MEUBLES ET PROFITEZ DE LA GRANDE QUANTITÉ DE TISSUS À LIQUIDER JUSQU'À

50%

de réduction sur tous les tissus en stock

- Nous avons les plus bas prix et la main-d'oeuvre des plus expertes.
- Vous économiserez en faisant affaire avec Lucien Jutras

30%

sur tous les tissus de marques réputés

- Estimation gratuite jusqu'à 50 milles de Montréal
- Estimateurs possédant une grande expérience à votre service sur simple appel téléphonique

6 RAISONS DE FAIRE RÉNOVER VOS MEUBLÉS

1. Chaque pièce est entièrement démontée.
2. Le cadre de bois est renforcé et si nécessaire, certaines pièces sont remplacées.
3. Les coussins sont coupés et ajustés selon le motif choisi.
4. Les tissus sont soigneusement coupés par nos artisans.
5. Les tissus sont assortis par une couturière expérimentée.
6. La finition est complétée avec un grand soin et chaque meuble est entièrement réverifié et emballé pour la livraison.



Remaniement au Japon

Le premier ministre Noboru Takeshita a remanié hier son cabinet dans l'espoir de renverser sa chute de popularité. L'appel à 15 nouveaux venus vise à faire oublier le scandale boursier Recruit Cosmos, après avoir fait voter la première réforme fiscale du Japon en près de 40 ans. Les ministres clés, de gauche à droite, sont Sosuke Uno (Affaires étrangères), Tatsuo Murayama (Finance) et Hiroshi Mitsuzaka (Commerce international).

Mikulic répond à ses détracteurs

d'après AFP et Reuter
BELGRADE

Le gouvernement yougoslave « ne renoncera pas à sa politique de réformes », a déclaré hier le premier ministre Branko Mikulic, en réponse à ses détracteurs qui, depuis plusieurs jours, demandent plus ou moins ouvertement sa démission.

Dans une interview à l'hebdomadaire de la jeunesse *Mladost*, Mikulic s'en prend à « ceux qui, enfermés dans leur coquille particulariste et leur cécité politique, lancent des ultimatums à tous ceux qui pensent autrement ». Le chef du gouvernement y voit une « résistance à l'application des réformes ».

Au même moment, le gouvernement interdisait la tenue du congrès fondateur d'un nouveau parti politique, rival de la Ligue des communistes au pouvoir. Un groupe d'ouvriers et d'intellectuels de Slovanie avait l'intention de fonder une Alliance social-démocrate, mais ils ont dû repousser leur premier congrès.

Lundi, le quotidien *Borba*, qui

passé pour refléter les vues de la direction de l'État, avait affirmé que Mikulic et son cabinet « doivent tomber avant la fin de l'année » pour n'avoir pu mettre en oeuvre leur programme de redressement économique.

Borba a reproduit hier la réplique de Mikulic, mais la campagne de presse contre le premier ministre continue, car on pouvait lire dans le quotidien officiel *Vecernje Novosti* : « Puisque toutes les mesures prises jusqu'ici (par le gouvernement) ont conduit le pays au bord de la catastrophe, il doit en toute logique remettre sa démission ».

L'économie de la Yougoslavie a été affectée cette année par 1 300 grèves et une inflation de 228 p. cent, alors que les salaires mensuels dépassent rarement les \$100. Hier, un millier de cheminots débrayaient en Slovanie, où des conducteurs de train à la retraite ont été appelés pour assurer le service.

Dans la province de Voïvodine, le personnel des théâtres a dé-

brayé pour obtenir une hausse de salaire de 60 p. cent. Des organisations de masse de la république de Macédoine ont écrit aux autorités fédérales pour déclarer que leur région, l'une des plus pauvres, pouvait sombrer dans les troubles sociaux à cause des hausses des loyers, de l'essence et des tarifs des services publics. La Chambre économique de Serbie, république touchée par des troubles ethniques, s'est jointe aux protestations.

Mikulic, à qui avait été confiée la tâche de dompter une inflation de 85 p. cent à son investiture en mai 1986, a mis en place un programme d'austérité, en mai dernier, en s'engageant à ramener un taux d'inflation à trois chiffres à 95 p. cent avant la fin de l'année. Il tente actuellement de faire un pas vers l'économie de marché mais les régions et les syndicats s'opposent au train de réformes prévu. Si celui-ci n'est pas adopté par le Parlement avant janvier, le gouvernement devra imposer des mesures d'urgence pour la troisième fois en 12 mois.

Nous avons un représentant près de

CHEZ VOUS 253-1400

N'HÉSITEZ PAS, APPELEZ:

LUCIEN Jutras

Division 89117 Canada Ltée enr.
2475, LECLAIRE, MONTRÉAL, QUÉBEC H1V 3A6

LAVAL: pour Ste-Rose et Fabreville
Voyez FERNAND DEMEULE
253-2508

Gorbatchev, l'homme de l'année en France

Agence France-Presse

PARIS
Le no 1 soviétique Mikhail Gorbatchev est sans conteste l'homme de l'année pour les Français: avec 60 p. cent des suffrages d'un sondage publié hier par le quotidien *Le Parisien*, il devance le pape Jean-Paul II (36 p. cent) et le leader ouvrier polonais Lech Walesa (27 p. cent).

Le nouveau premier ministre du Pakistan, Mme Benazir Bhutto, et le président-élu des États-Unis, George Bush, viennent loin derrière, avec respectivement 16 et 10 p. cent.

Les événements marquants de l'année dans le monde ont été, dans l'ordre, le tremblement de terre en Arménie, l'annonce du départ des Soviétiques d'Afghanistan et l'élection de Mme Bhutto au Pakistan, devant les inonda-

tions au Bangladesh, la reconnaissance d'Israël par l'OLP et les émeutes en Algérie.

À l'intérieur, les Français ont plébiscité à 55 p. cent le professeur Léon Schwarzenberg, éminent oncologue au franc parler célèbre, qui fit un passage éclair de neuf jours dans le gouvernement socialiste de Michel Rocard.

Vient ensuite le président François Mitterrand et l'astronaute Jean-Loup Chrétien, qui vient de participer à une mission franco-soviétique à bord de la station orbitale MIR et qui a passé plusieurs heures hors de la station.

Les événements français ont été la libération des otages français du Liban (48 p. cent) trois jours avant l'élection présidentielle, la grève des infirmières et les accidents de chemin de fer.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

ANALYSTE DE L'INFORMATIQUE - Support informatique à la recherche

Bureau du doyen des études avancées et de la recherche

Statut: Professionnel régulier

Fonction: Sous la direction de son supérieur immédiat, participe à l'élaboration du design des projets de recherche et conseille les chercheurs en matière d'analyse statistique et de traitement informatique. À cette fin, il analyse les projets de recherche et détermine, en collaboration avec les chercheurs, les traitements statistiques les plus appropriés. Il élabore par la suite un plan de traitement par ordinateur qui répond aux besoins exprimés.

Exigences: Diplôme universitaire de deuxième cycle dans un champ de spécialisation approprié notamment en informatique ou en statistiques; ou l'équivalent. Expérience pertinente en recherche. Très bonne connaissance des modèles, tests et paramètres statistiques utilisés tant en sciences humaines qu'en sciences pures, spécifiquement une très bonne connaissance de l'analyse multivariée. Très bonne connaissance des logiciels d'analyse statistique et de leur utilisation en recherche, notamment de SAS, SPSS-X, etc. La connaissance du système IBM sera un atout.

Traitement: Selon la convention collective de travail du groupe professionnel de l'Université du Québec à Hull.

Lieu de travail: Hull

Les employés réguliers ou en période de probation seront considérés prioritairement.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae ainsi que vos attestations d'études avant 17 h 00 le 13 janvier 1989 à l'adresse suivante:

Service aux personnels, concours no 621
Université du Québec à Hull
Case postale 1250, succursale B
Hull (Québec) J8X 3X7

PERS092

Université du Québec à Hull

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

WILLIAM M. MERCER

Fondée à Vancouver en 1945, William M. Mercer Limitée est la société de consultation en retraite et en avantages sociaux la plus importante au Canada. Au cours des dernières années, elle a pris de l'expansion pour offrir des services de consultation en développement organisationnel, en rémunération et dans d'autres domaines touchant les ressources humaines. À l'échelle internationale, Mercer regroupe 5 600 employés répartis dans 86 villes.

INFORMATIQUE

Dans le but de soutenir notre croissance dans le domaine du développement de logiciels, nous sommes présentement à la recherche d'analystes et de programmeurs. La préférence ira aux candidats ayant acquis une bonne connaissance des domaines suivants:

- Environnement PC-DOS
- Banques de données relationnelles
- Langages de 4e génération
- Réseaux locaux

De l'expérience en développement de système dans le domaine de l'administration de régimes de retraite et d'avantages sociaux ou de la gestion des ressources humaines serait un atout.

Les personnes intéressées à poser leur candidature sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae au plus tard le 6 janvier 1989 à:

Marlene Rosenberger
William M. Mercer Limitée
600, boul. de Maisonneuve Ouest
11e étage
Montréal (Québec) H3A 3J4

XEROX

CARRIÈRE CHEZ XEROX

Xerox Canada inc. est à la recherche de personnes ambitieuses, dynamiques ayant le sens des responsabilités. Les personnes intéressées doivent posséder un DEC en électronique, afin de pourvoir des postes de représentants de service, qui auront comme responsabilité première d'assurer l'entretien et la réparation d'équipements chez nos clients. Les postes sont ouverts aux femmes et aux hommes.

Si vous désirez relever un défi intéressant et possédez les qualifications requises, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:



Xerox Canada Inc.
Service de recrutement
1901, route Transcanadienne
Dorval, Québec
H9P 1J1
XEROX est une marque déposée de Xerox Corporation utilisée par Xerox, Canada Inc. en tant qu'usager inscrit.
Xerox offre l'accès à l'égalité pour tous.

DIRECTEUR RÉGIONAL CHAÎNE DE RESTAURANTS

Une chaîne de restaurants d'envergure internationale montera bientôt à l'assaut du Québec.

Qualités requises:

Dynamisme, grande capacité de travail, vaste expérience acquise dans la supervision et l'exploitation d'une chaîne de restaurants et parfaite connaissance du français et de l'anglais.

Le titulaire du poste de Directeur régional se verra confier la conduite générale d'un groupe de restaurants.

Les possibilités d'avancement sont très intéressantes, dont une participation éventuelle dans l'entreprise, dès les premières années.

Les personnes intéressées sont priées de soumettre leur curriculum vitae (discrétion assurée) à:

CASIER POSTALE 1594, SUCCURSALE «B»
MONTRÉAL, QUÉBEC H3B 3L3



AVOCAT(E)

ADJOINT(E) À LA VICE-PRÉSIDENTE DES OPÉRATIONS

RE/MAX QUÉBEC INC. Maître-Franchiseur dans le domaine du courtage immobilier (105 bureaux au Québec) est à la recherche d'un(e) avocat(e) ayant au moins un an d'expérience, préférablement en droit immobilier et en droit commercial, pour assister la vice-présidente des opérations et affaires juridiques.

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae à:

Me Carole Drolet
Vice-présidente des opérations
RE/MAX Québec Inc.
1500, rue Cunard
Laval, Québec
H7S 2B7



Cégep André-Laurendeau technicien ou Technicienne en documentation bibliothèque Emploi occasionnel (90 jours)

CONCOURS # 88-188

Réaliser des travaux techniques ayant trait à l'organisation et au fonctionnement des systèmes du centre de documentation (bibliothèque). Fournir une assistance technique au personnel affecté au centre de documentation de même qu'aux usagers.

QUALIFICATIONS:

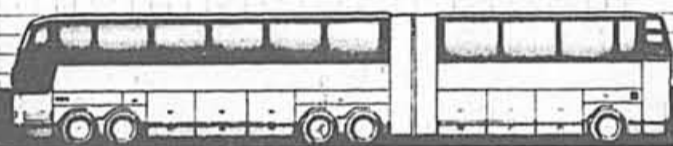
Détener un diplôme d'études collégiales avec champ de spécialisation approprié ou détenir une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par le Collège.

Traitement: Selon les normes en vigueur.

Disponibilité: Immédiate.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae avant le 6 janvier 1989, à 16 h 30, à:

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU
Ressources humaines
1111, rue Lapierre
LASALLE (Québec)
H8N 2J4



Leader incontesté dans la fabrication de matériel de transport, notre entreprise est à la recherche d'un:

Analyste senior méthodes et projets

Sous la supervision du gérant des méthodes, le candidat sera responsable de la préparation et de la mise en oeuvre de projets relatifs à la peinture de nos produits de transport.

Exigences requises:

- DEC en technique de génie chimique ou de chimie analytique.
- Cinq à sept années d'expérience dans la mise en oeuvre de projets relatifs à la peinture.

Conditions de travail:

Nous offrons pour ce poste un salaire concurrentiel et une gamme d'avantages sociaux des plus complètes.

Si vous êtes dynamique et désirez relever des défis, faites parvenir votre curriculum vitae avant le 13 janvier 1989 à:

Jean Cliche
Service des ressources humaines
PRÉVOST GAR INC.
Manufacturier d'autocars
Sainte-Claire (Québec) G0R 2V0

Ce poste est ouvert aux femmes et aux hommes



Équipements de transport Remco inc., le «leader» canadien en équipements de transport, est à la recherche d'un

Directeur des opérations

pour son usine de fabrication située à Terrebonne

Essentiellement, vous aurez à planifier, organiser, diriger et contrôler les activités reliées à la production des équipements (entre autres: l'établissement du calendrier des opérations, l'analyse des procédures de fabrication, le contrôle de la qualité ainsi que la gestion des ressources humaines affectées à ce secteur d'activité).

Le candidat recherché possède un minimum de trois (3) années d'expérience en gestion des opérations et est titulaire d'un diplôme universitaire avec option appropriée.

Nous offrons un salaire à la mesure de votre expérience et de vos compétences ainsi qu'une gamme d'avantages sociaux. Les personnes intéressées sont priées de soumettre leur curriculum vitae avant le mercredi 11 janvier 1989 à:

Marc Ouimet, d.g.a
Équipements de transport Remco inc.
300, rue Georges VI
Terrebonne, (Québec)
J6W 5C8

BOULANGER — REPRÉSENTANT SERVICE DES VENTES ET TECHNIQUE

Les Moulins Maple Leaf Limitée sont à la recherche d'un candidat bilingue à titre de représentant pour le Service technique couvrant la région est du Canada.

QUALIFICATIONS

Devra posséder au moins cinq ans d'expérience de la boulangerie dans la fabrication du pain et la préparation des mélanges — expérience de la vente un atout.

NOUS OFFRONS

- Un salaire compétitif avec boni.
- Auto fournie, dépenses payées.
- Programme complet d'avantages sociaux.

S.v.p. faire parvenir votre curriculum vitae à:

Farines MLM
a/s P. Bélair (secrétaire)
3800, Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H1W 2J8



La Commission scolaire catholique de Sherbrooke
Service du personnel

Ce poste est ouvert aux hommes et aux femmes

ANALYSTE EN INFORMATIQUE

ENDROIT: DIVISION DE L'INFORMATIQUE
2955, BOUL. UNIVERSITÉ,
SHERBROOKE (QC) J1K 2Y3

SUPÉRIEUR: COORDONNATEUR DE L'INFORMATIQUE

STATUT D'EMPLOI: RÉGULIER / TEMPS PLEIN

SEMAINE DE TRAVAIL: 35 HEURES/SEMAINE

NATURE DU TRAVAIL:

Les emplois d'analyste comportent plus spécifiquement l'analyse, le développement, l'entretien, la coordination et le contrôle de systèmes, de méthodes, de procédés et de programmes ayant trait entre autres à l'organisation et au fonctionnement administratif, aux structures de communication, au traitement de l'information par ordinateur ou autrement et à l'utilisation rationnelle des ressources matérielles et humaines de la commission.

DESCRIPTION DU POSTE:

A titre d'analyste à l'entretien et au développement, il recueille, met en ordre, évalue, analyse et synthétise les données d'un problème, propose des solutions et détermine un plan de traitement par ordinateur compte tenu des besoins et des objectifs exprimés et de l'équipement disponible.

QUALIFICATIONS REQUISES:

- Détenir un diplôme universitaire terminal de premier cycle en informatique.
- Posséder un minimum de deux (2) années d'expérience directement pertinente.
- Exceptionnellement, des années de scolarité manquantes peuvent être compensées par des années d'expérience pertinente (2 pour 1).
- Posséder une connaissance du domaine relatif à l'emploi postulé:
 - environnement UNISYS (Burroughs)
 - réseau scolaire
 - environnement micro-ordinateur.

AUTRES EXIGENCES:

- Esprit d'organisation et d'analyse.
- Facilité de communication orale et écrite.
- Capacité de travailler en équipe.
- Connaissance des produits de la Société GRICS ainsi que des logiciels de bureautique seraient un atout souhaitable.

SALAIRE ANNUEL: 25 860\$ à 46 943\$.

Toute personne intéressée à poser sa candidature doit expédier son curriculum vitae au plus tard le 13 janvier 1989 à:

Julien Bergeron
Coordonnateur en gestion du personnel
La Commission scolaire catholique
de Sherbrooke
2955, boul. Université
Sherbrooke (QC) J1K 2Y3

N.B.: Le générique masculin (ou féminin si c'est le cas) est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.



GREFFIER

La Ville de Chambly, située sur la Rive-Sud de Montréal, recherche les services d'un professionnel capable de diriger les activités du greffe de la ville et de superviser les activités de la Cour municipale selon les dispositions de la loi des Cités et Villes.

Sous l'autorité du Conseil de la Ville, le greffier est le Secrétaire du Conseil. Il est responsable de la bonne gestion des archives et documents officiels de la Ville, de l'administration des élections municipales et des référendums.

Ses fonctions l'amèneront à préparer l'ordre du jour des séances publiques du Conseil et y assister; rédiger des procès-verbaux des délibérations; transmettre les règlements, les résolutions et les avis publics; rédiger des projets de zonage, d'emprunt et de correspondance officielle; publier et recevoir les demandes de soumission; préparer et administrer le budget approuvé par le Conseil.

Le titulaire de ce poste possède un diplôme universitaire en droit et est membre du Barreau du Québec ou de la Chambre des Notaires du Québec. Cette personne doit posséder un minimum de deux (2) ans d'expérience dans le domaine municipal.

Si vous êtes intéressé(e), veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 11 janvier 1989 à l'adresse suivante:

Poste Greffier
Ville de Chambly
1, Place de la Mairie
Chambly (Québec)
J3L 4X1



Ecole nationale d'aérotechnique Collège Édouard-Montpetit

L'école nationale d'aérotechnique du collège Édouard-Montpetit requiert les services de professeurs à temps partiel ou à temps complet, à l'enseignement régulier pour la session hiver 1989, dans la discipline suivante:

CONSTRUCTION D'AÉRONEFS: CONCOURS 89-H-524

QUALIFICATIONS:

- Diplôme d'études collégiales (DEC) en métallurgie,
- cinq (5) ans d'expérience industrielle.

OU

- diplôme universitaire de premier cycle dans une discipline appropriée, permettant la connaissance de la soudure,
- expérience industrielle

Excellente connaissance de la soudure

Expérience de l'enseignement serait un atout certain.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur candidature au service des ressources humaines, à l'attention de monsieur Clément Jenneau, au plus tard le 6 janvier 1989, à l'adresse ci-dessous indiquée:

Collège Édouard-Montpetit
945, chemin de Chambly
Longueuil (Québec)
J4H 3M6

Nous vous demandons de bien indiquer le numéro de concours.



LA PLUS IMPORTANTE ENTREPRISE DE GESTION DE VOYAGES AU CANADA EST À LA RECHERCHE DE

PROFESSIONNELS DE LA VENTE

pour transiger avec le personnel de gestion de grandes entreprises et négocier des contrats d'arrangements de voyages.

NOTRE APPORT

- Meilleure commission de l'industrie
- Formation, aides à la vente, avantages sociaux

VOTRE APPORT

- Enthousiasme
- Personnalité engageante
- Fiche de vente directe bien remplie

EXPÉDIEZ VOTRE CURRICULUM VITAE: Directeur régional des ventes Voyages Marlin 1155, boul. René-Lévesque ouest Bureau 2705 Montréal (Québec) H3B 2K6



Conseiller vendeur

Dumoulin Électronique, importante compagnie en plein essor, cherche les services d'un conseiller vendeur.

La personne recherchée devra être dynamique, bilingue et posséder de l'expérience au niveau de la vente au détail.

Si vous répondez aux exigences de ce poste et que le défi vous intéresse n'hésitez pas à me contacter.

YVAN SAVARD

388-4777

SUPER VENTE SPORTS EXPERTS

20 À 60% DE RABAIS

SUR VÊTEMENTS
SÉLECTIONNÉS

ALPINE, ELHO, ETIREL,
JOFF, FARWEST, HIVERNA,
C.B. CANADA, COMPETITION

SUNICE
DITRANI
NEVICA
DESCENTE



ENSEMBLES DE SKI DE FOND:

- Skis TECNO PRO Patrol
- Bottes ROMBO Jr.
- Fixations EXEL 75
- Bâtons TECNO PRO

Juniors: Notre prix cour. 89,99
Adultes: Notre prix cour. 99,99
SOLDE 69,99 79,99

POUR SKIEUR INTERMÉDIAIRE

- Skis KARNU Arctic
- Bottes KARNU Arctic
- Fixations SALOMON Tour
- Système SNS de Salomon
- Bâtons EXEL Astron

Notre prix cour. 179,99
SOLDE 149,99

POUR SKIEUR INTERMÉDIAIRE À AVANCÉ

- Skis FISCHER Proglass 88
- Bottes SALOMON SR400
- Fixations SALOMON Auto II
- Système SNS de Salomon
- Bâtons EXEL Sportive ou Pro Crown 88

Notre prix cour. 249,99
SOLDE 199,99

Skis KNEISSL
Ultra Star
Noyau "Air Core"
Renforcés carbon
Notre prix cour.
159,99

PRIX INCROYABLE!

59,99

trak

Skis
de fond
TRAK
Noyau léger
de polyuréthane/Base
"Omni Track"
anti recul
Notre prix
cour.
79,99

PRIX INCROYABLE!

29,99

PATINS

Patins SPORTCLUB I, II ou III
Notre prix cour. 49,99 à 59,99

SOLDE 44,99 49,99

Patins de fantaisie TREX Bronze
Filles: Notre prix cour. 37,99
Femmes: Notre prix cour. 39,99

SOLDE 29,99 34,99

Patins de fantaisie TREX Silver
Filles: Notre prix cour. 54,99
Femmes: Notre prix cour. 59,99

SOLDE 44,99 49,99

ENSEMBLES DE SKI ALPIN:

ADULTES:

POUR SKIEUR DÉBUTANT:

- Skis TECNO PRO Carat
- Bottes TECNO PRO Nevada
- Fixations LOOK SP41
- Bâtons TECNO PRO Star

Notre prix cour. 279,99

POUR SKIEUR DÉBUTANT:

- Skis BLIZZARD Sirocco
- Bottes TECNO PRO 590
- Fixations TYROLIA 4205

Notre prix cour. 404,99

POUR SKIEUR INTERMÉDIAIRE:

- Skis ROSSIGNOL SCR
- Fixations SALOMON 557

Notre prix cour. 309,99

SOLDE 199,99

SOLDE 349,99

SOLDE 279,99

Les prix en vigueur jusqu'à épuisement de la marchandise ou jusqu'à la fermeture le samedi 31 décembre 1988. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Tous les articles, couleurs ou grandeurs ne sont pas nécessairement disponibles dans tous nos magasins.

sports experts

2 nouveaux emplacements:

- Ste-Dorothée (Laval) 967, rue Hôtel de Ville 689-6669
- Maisonneuve 2951, rue Sherbrooke, est

EST

ANJOU
Les Galeries d'Anjou
354-2995
7201 boul.
Les Galeries d'Anjou
353-9000
Place Versailles
355-2330

MAISONNEUVE

2951 rue Sherbrooke, est

MONTRÉALNORD

4401, boul Charlevoix
322-8542

POINTE-AUX-TREMBLES

Carrefour de la Pointe
642-2223

ST-LÉONARD

Centre d'achats Boulevard
727-1344

CENTRE

LASALLE
Place Newman
364-1225
Carrefour Angrignon
265-1286

MONTRÉAL

Centre-ville
1175, rue Ste-Catherine ouest
265-0181
80, rue Fleury ouest
381-6808

ST-LAURENT

Place Vertu
745-3202

VILLE MONTRÉAL

Centre Rockland
735-4751

OUEST

DORVAL
Galeries des Sources
(Mail West Island)
683-8400
Jardins Dorval
631-3508

PIERREFONDS

15650, boul. Pierrefonds
626-9930

POINTE-CLAIRE

Centre d'achats Fairview
694-8181

RIVE NORD

HAWKESBURY
521, rue Principale
(613) 632-4116

JOLIETTE

50, rue Gauthier
756-1845

LAVAL

Carrefour Laval
682-0032

LAVAL

Centre Laval
688-1021
Centre d'achats Duvernay
661-5310
Ste-Dorothée
967, rue Hôtel de Ville
689-6669

REPENTIGNY

Les Galeries Rive-Nord
581-3220

RIGAUD

168, rue St-Pierre
451-4771

ROSEMÈRE

Galerias des Mille-Îles
437-1933

ST-EUSTACHE

200, boul. Arthur-Sauvé
472-6485

ST-JÉRÔME

408, Place du Marché
432-9777

Carrefour du Nord

432-9400
ST-JOVITE
909, rue Oulmet
425-2718

ST-SAUVEUR

30, rue Goyer
227-4617

ST-ADELE

Promenade Ste-Adèle
229-2812

ST-AGATHE

60, rue Principale
326-5515

TERREBONNE

Les Galeries Terrebonne
471-3688

RIVE-SUD

BELOEIL
185, boul. Sir-Wilfrid Laurier
467-7201

BOUCHERVILLE

Promenades Montarville
655-6003

BROSSARD

Mail Champlain
671-7275

CHAMBLY

1617, boul. Périgny
658-0561

LONGUEUIL

Place Longueuil
463-3452

ST-BRUNO

Les Promenades St-Bruno
653-1394

ST-JEAN-SUR-RICHELIEU

La Carrefour Richelieu
384-0937

STE-JULIE

Centre Commercial Ste-Julie
649-0444

TRACY (SOREL)

402, route Marie-Victoria
742-8433

VALLEYFIELD

277, rue Victoria
377-8000

SPORTS EXPERTS VOUS SOUHAITE DE TRÈS JOYEUSES FÊTES!